

Adresse Budgétaire

2019 - 2020

LES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

L'honorable Robert C. McLeod
Ministère des finances

**Troisième session du
Dix-huitième Assemblée législative**

6 Février, 2019



English

French

Cree

Tłuchó

Chipewyan

South Slavery

North Slavey

Gwich'in

Inuvialuktun

Inuktitut

Inuinnaqtun

Fiscal Policy: (867) 767-9158
Department of Finance

Introduction

Monsieur le Président, je présente aujourd'hui le budget 2019-2020 du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest. Avec cet exercice, nous continuons d'investir dans la population et le territoire afin que se concrétise la vision décrite dans la toute première phrase du mandat de la 18^e Assemblée législative : que les citoyens, les collectivités et les régions des Territoires du Nord-Ouest partagent les bienfaits d'une société en santé, juste, durable et prospère.

À l'occasion de la présentation du dernier budget de la 18^e Assemblée législative, j'aimerais remercier les députés, qui ont travaillé ensemble durant les quatre dernières années à faire avancer les priorités de notre mandat, dans un contexte budgétaire qui n'était pas idéal. Les choix ont parfois été difficiles, et nous avons eu des désaccords; mais malgré tout, nous essayons, ensemble, d'agir dans l'intérêt supérieur des citoyens.

Au moment d'entrer en fonction, l'Assemblée savait que notre situation budgétaire n'était pas viable. La croissance des revenus était au ralenti, tandis que les dépenses de fonctionnement s'envolaient et que la dette à court terme s'accumulait rapidement. Il était donc évident que nous devions mieux gérer nos dépenses si nous voulions être en mesure d'investir dans nos priorités. Nous avons relevé ce défi en proposant un plan budgétaire qui nécessitait l'adoption de mesures difficiles, mais nécessaires, pour contrôler les coûts et faire des économies tout en préservant nos programmes et services. C'était la clé pour que nous puissions nous consacrer aux autres priorités du mandat de l'Assemblée.

Le plan que nous avons suivi durant les trois derniers budgets nous a permis de faire des progrès importants quant aux priorités de l'Assemblée, mais aussi de nous attaquer aux nombreux besoins du territoire en matière d'infrastructures. Grâce à nos mesures visant à revoir l'attribution des ressources et à réaliser des économies, nous avons pu investir dans l'avenir, et ce, en dépit de la baisse de revenus de 81 millions de dollars enregistrée ces deux dernières années.

Stratégie budgétaire et points saillants du budget

Chaque exercice budgétaire s'inscrit dans notre stratégie qui consiste, en termes simples, à dépenser selon nos moyens. Nous devons payer les programmes et services offerts présentement avec nos revenus actuels et emprunter de façon responsable, avec un plan de remboursement clair, pour la construction d'infrastructures profitables aux citoyens, aujourd'hui et demain.

Faire concorder les colonnes des revenus et des dépenses a été particulièrement difficile ces deux dernières années, alors que les recettes ont chuté de 81 millions de dollars. Pour composer avec ce déclin, il a fallu envisager notre plan budgétaire à plus long terme. En effet, l'adoption de mesures plus draconiennes aurait compromis le maintien des programmes et services existants. Malgré tout, cette gestion attentive des dépenses n'a pas su empêcher, tout au long du mandat de la

18e Assemblée législative, une diminution des excédents de fonctionnement et un accroissement de la dette à court terme.

L'Assemblée a respecté la Politique de gestion responsable des finances, et ainsi fait des emprunts avisés afin de s'attaquer aux problèmes d'infrastructures. Au Canada, c'est aux TNO qu'on trouve les plus vieilles infrastructures, et notre déficit considérable sur ce plan entrave la croissance économique et explique en partie le fait que le coût de la vie y est élevé. Grâce à notre gestion budgétaire rigoureuse, nous avons pu partager les coûts de certaines initiatives avec le gouvernement fédéral. Au terme de son mandat, l'Assemblée aura investi 1,1 milliard de dollars dans les infrastructures ténosées dans le but de faciliter la prestation des programmes et services gouvernementaux, de soutenir l'économie et de laisser un legs aux générations futures.

Dépenses

Monsieur le Président, en 2019-2020, nous souhaitons investir 70 millions de dollars dans la création de nouvelles initiatives, et 17 millions dans le maintien et l'amélioration des programmes actuels. Ces nouvelles dépenses seront contrebalancées par des économies de 20 millions de dollars et par de nouveaux revenus provenant du gouvernement fédéral et de la nouvelle taxe sur le carbone.

Dans le budget 2019-2020, nous proposons de dépenser en tout 1,873 milliard de dollars, dont 1,1 milliard en services directs aux citoyens, que ce soit pour l'éducation, les soins de santé, les services sociaux, le logement ou les services de police et les services correctionnels. Ces dépenses seront payées grâce à des revenus estimés à 1,933 milliard de dollars. Ainsi, nous devrions disposer d'un excédent de fonctionnement de 60 millions de dollars, qui servira à financer une partie des investissements en infrastructures qui ont été approuvés en octobre dernier.

Mieux-être communautaire et sécurité

Durant les trois premières années de son mandat, l'Assemblée a investi près de 64 millions de dollars dans la santé des citoyens et la sécurité des collectivités.

Nous devons cependant mieux soutenir les enfants et les familles, et c'est pourquoi nous proposons dans ce budget d'accélérer la mise en œuvre des plans actuels d'amélioration des services à l'enfance et à la famille en investissant une somme supplémentaire de 3,3 millions de dollars, qui servira à créer 21 postes. Grâce à cette initiative, nous allégerons les charges de travail et augmenterons les ressources, pour ainsi mieux assumer nos responsabilités et améliorer les services aux enfants et à leur famille.

Nous souhaitons poursuivre nos efforts pour réduire la pauvreté et atténuer ses effets en ajoutant 4,9 millions de dollars pour nos services aux personnes vulnérables. Sur cette somme, 2,6 millions de dollars serviront à créer un centre de jour et un programme de désintoxication, à accroître le personnel de soutien et à augmenter le financement des refuges d'urgence partout aux TNO. Nous voulons aussi ajouter 1,7 million de dollars pour bonifier les allocations d'aide au revenu, et 615 000 \$ pour le logement abordable.

Les organisations non gouvernementales sont des partenaires précieux dans la prestation de services aux Ténos. Ce budget prévoit donc une somme de 350 000 \$ qui viendra doubler l'appui de l'Assemblée au fonds de stabilisation des ONG et renforcera leur capacité à servir nos collectivités.

Nous incluons également dans le budget 15,2 millions de dollars pour l'exploitation du nouvel hôpital territorial Stanton, qui ouvrira ses portes en mai prochain. Grâce à ce nouvel établissement, les citoyens auront accès à des services diagnostiques et de soins de santé de pointe, aujourd'hui et pour les trente prochaines années.

Le budget prévoit aussi un montant de 5,9 millions de dollars pour investir dans d'autres services de soins de santé visant les Ténos et leur famille. Cette somme servira à bonifier les services de réadaptation aux enfants, le soutien aux enfants autistes et le programme de sages-femmes, ainsi que le service de chimiothérapie à l'hôpital territorial Stanton. Elle permettra également de mieux financer les régimes d'assurance-maladie, les services de laboratoire diagnostique et l'approvisionnement en fournitures médicales, ainsi que de couvrir les augmentations prévues dans le contrat type des médecins pour 2016-2021.

Une collectivité forte sait prendre soin de ses aînés et de ses citoyens handicapés. C'est pourquoi le présent budget prévoit 2 millions de dollars pour augmenter le financement des établissements de soins de longue durée et l'aide au revenu accordée aux personnes âgées et handicapées. Sur ce montant, 1 million de dollars seront consacrés à l'exploitation du nouveau centre de santé et de soins de longue durée de Norman Wells. Dans la foulée de l'examen des allocations maximales, le premier depuis 2002, le budget prévoit une hausse des taux des allocations aux personnes âgées et handicapées, qui passeront de 300 \$ à 405 \$.

Les problèmes de santé mentale comptent parmi les grands enjeux de santé publique du territoire. Afin de mieux nous y attaquer, nous proposons d'investir 1 million de dollars pour poursuivre la mise en œuvre de la Loi sur la santé mentale et bonifier le financement alloué aux gouvernements autochtones pour la prestation, au moyen du Programme de guérison dans la nature, de services ambulants de traitement et de suivi des problèmes de toxicomanie. Cet effort concerté aide les gouvernements autochtones à offrir des programmes sûrs et culturellement pertinents dans leur communauté.

Pour appuyer la santé mentale des enfants, le plus efficace est de passer par les programmes et services d'éducation. Les 2,1 millions de dollars inscrits au budget serviront à mettre en œuvre la deuxième phase de l'initiative concernant les conseillers à l'enfance et à la jeunesse dans les écoles et les collectivités des TNO. Ainsi, on pourra embaucher d'autres conseillers et ajouter des services afin de favoriser le bien-être mental des enfants, des jeunes et des familles dans les régions de Beaufort-Delta et du Sahtu. Nous recommandons aussi l'ajout de 379 000 \$ pour la mise sur pied d'une équipe territoriale de soutien spécialisé qui aidera les enseignants et les administrateurs des écoles à créer, à partir d'évaluations cliniques, des outils pédagogiques pour les élèves ayant des besoins complexes (autisme, troubles causés par l'alcoolisation fœtale, etc.).

Avec ce budget, nous souhaitons poursuivre nos investissements dans des initiatives qui ont fait leurs preuves, comme le programme Apprentissage à distance du Nord qui s'est avéré un succès pour aider les élèves à accumuler des crédits et à réussir à l'école. C'est pourquoi nous accordons 432 000 \$ pour son expansion. Le budget vient aussi bonifier le programme Études nordiques, conçu aux TNO, avec un investissement de 315 000 \$ qui servira à accroître l'offre pour la 10^e année et à élaborer des programmes pour les 11^e et 12^e années.

Dans la foulée des travaux entamés en 2017-2018 visant l'implantation d'une ligne téléphonique d'urgence 911 pour l'ensemble des TNO, le présent budget prévoit une somme de 1,3 million de dollars pour sa mise en service en 2019.

Enfin, le budget propose d'appuyer davantage la GRC afin qu'elle continue d'offrir des services policiers de qualité dans nos collectivités. Ainsi, une somme supplémentaire de 1,4 million de dollars sera consacrée à des formations obligatoires, et viendra aussi couvrir la hausse inévitable des frais administratifs.

Croissance économique, formation de la main-d'œuvre et administration des terres

Durant les trois dernières années, la 18^e Assemblée législative, dans le but de concilier développement économique et durabilité environnementale, a accordé une importance prioritaire à la diversification et au soutien aux nouveaux secteurs générateurs de bons emplois, réservant à cet objectif plus de 29 millions de dollars d'investissements. Dans son mandat, l'Assemblée a aussi fait de la formation de la main-d'œuvre une de ses grandes priorités à long terme; de nouveaux investissements à hauteur de 22 millions de dollars ont ainsi été consacrés, au cours des trois dernières années, au développement de la petite enfance, aux possibilités d'études postsecondaires, aux programmes culturels et de langues autochtones, et au développement des compétences chez les jeunes. Durant cette même période, nous avons aussi protégé notre économie en investissant 21 millions de dollars pour réduire le coût de la vie et éviter d'importantes hausses d'impôt.

Le budget de 2019-2020 poursuit sur cette lancée : 14 millions de dollars supplémentaires sont prévus en appui à l'économie, à la main-d'œuvre et à l'administration des terres.

Nous reconnaissons que l'exploitation des ressources génère des emplois bien rémunérés et alimente l'économie locale, et c'est pourquoi nous consacrerons 1,7 million de dollars d'argent frais pour encourager les investissements dans ce secteur. Sur cette somme, 1,2 million de dollars serviront à mieux recenser le potentiel minéral de la province géologique des Esclaves grâce à de nouvelles données détaillées issues de levés magnétiques aériens et au financement d'analyses géophysiques. Ce financement prévoit également 375 000 \$ pour l'application de mesures prévues dans la Stratégie sur les ressources pétrolières des TNO, le but étant de revitaliser le secteur à long terme. De plus, le Bureau du registraire minier recevra des fonds supplémentaires pour ses services aux prospecteurs et aux promoteurs miniers (cartes, information sur les droits miniers et les lois et règlements applicables).

Nous poursuivons nos efforts pour diversifier l'économie et réduire notre dépendance au secteur des ressources non renouvelables en ajoutant 375 000 \$ pour les initiatives liées à l'économie du savoir. Il nous faut mieux tirer parti de l'incroyable bassin de connaissances et d'expertise des Territoires du Nord-Ouest pour repenser notre économie, afin qu'elle repose sur les gens plutôt que sur les ressources non renouvelables, et ce, dans le but d'offrir à la population une belle qualité de vie et des collectivités en santé. Les fonds prévus au budget seront utilisés pour l'élaboration d'une stratégie centrée sur l'économie du savoir. Ils serviront aussi à évaluer la faisabilité de la construction d'un centre d'excellence en recherche et développement pour le Nord, centre qui générerait des revenus et des emplois grâce à la production, à la diffusion et à l'application de connaissances.

Notre essor économique repose aussi sur un engagement ferme à l'égard de la formation de la main-d'œuvre, et c'est pourquoi le présent budget comprend un investissement de 3,6 millions de

dollars pour le développement du marché du travail. Ce montant découle notamment de l'accord de coopération Canada-Territoires du Nord-Ouest en matière de formation de la main-d'œuvre, et vise entre autres l'amélioration du taux d'alphabétisme et des compétences professionnelles, l'offre d'un ensemble de services axés sur les besoins qui maximiseront les retombées de la formation, la collaboration avec les employeurs et d'autres intervenants pour la diffusion des occasions d'emploi, et l'adaptation des programmes de perfectionnement des compétences aux besoins du marché du travail. Nous continuons d'épauler les étudiants de niveau postsecondaire en faisant passer le taux de remboursement des frais de scolarité du programme d'aide financière aux étudiants de 500 \$ à 800 \$, et la limite viagère, de 5 000 \$ à 8 800 \$.

Au cours des cinq dernières années, on a noté une croissance du nombre de touristes qui viennent admirer nos paysages spectaculaires, preuve évidente que les efforts de nos voyageurs, associations de tourisme et administrations locales ont porté leurs fruits. Poursuivant sur cette lancée, nous proposons d'ajouter 1,1 million de dollars en appui à l'industrie du tourisme, dont 800 000 \$ pour la promotion à grande échelle et les activités du Bureau du cinéma des Territoires du Nord-Ouest visant à faire connaître nos paysages sublimes aux producteurs de films et de vidéos. En outre, 208 000 \$ seront consacrés au maintien de la qualité de nos parcs territoriaux.

Nous voulons continuer d'épauler le secteur des arts et de la culture en réservant 889 000 \$ pour l'entretien du Centre du patrimoine septentrional Prince-de-Galles et 200 000 \$ pour le financement permanent du Conseil des arts des TNO, dont la mission est de soutenir les projets de création artistique.

En 2019-2020, des dépenses de fonctionnement totales de 1,3 million de dollars seront effectuées dans le cadre du plan Investir dans le Canada. Le GTNO a dressé une longue liste de projets d'immobilisations de diverses envergures pour l'ensemble du territoire, et ce financement supplémentaire nous permettra d'avoir en main la bonne information grâce à laquelle nous pourrions maximiser les fruits de nos investissements en infrastructures et accélérer l'injection de fonds fédéraux.

Nous devons nous assurer de disposer des ressources nécessaires pour l'entretien de nos nouvelles infrastructures, de façon à ce qu'elles durent le plus longtemps possible. À cette fin, le budget prévoit un montant supplémentaire de 2,1 millions de dollars pour la protection des immobilisations qui seront mises en service cette année, la bonification de l'entretien routier et des mesures antipoussière et l'amélioration du financement des traversiers sur le fleuve Mackenzie et les rivières Peel et Liard.

Le manque de clarté dans la réglementation sur l'utilisation des terres est un obstacle majeur pour les projets de tous types, et entrave le développement économique. Nous proposons donc d'ajouter 2,6 millions de dollars au financement de l'administration des terres. Sur cette somme, 753 000 \$ serviront à établir un office d'aménagement territorial du Wek'èezhìi, qui posera les bases du processus d'aménagement des terres publiques de la région. Cet investissement servira aussi à bonifier d'autres volets de l'aménagement territorial, comme les analyses géomatiques et les ressources servant à la gestion des baux de location-acquisition ainsi que des cas de terres sans droits de tenure et d'occupation non autorisée.

Environnement et changements climatiques

Monsieur le Président, l'Assemblée cherche à tirer des changements climatiques, qui modifient rapidement notre environnement, des possibilités de développement économique, dans un contexte où nous visons un avenir sain et sobre en carbone et une économie diversifiée axée sur les hautes technologies. De fait, le budget 2019-2020 consacre 21 millions de dollars à la transition vers une économie à faibles émissions de carbone. Cet appui démontre notre engagement à l'égard du Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques et s'inscrit dans les mesures prises par l'Assemblée pour respecter son mandat.

En juillet dernier, nous avons publié, dans le cadre de l'initiative nationale de tarification du carbone, notre proposition prévoyant l'entrée en vigueur d'une taxe sur le carbone le 1er juillet 2019, taxe qui s'appliquera à tous les carburants dérivés du pétrole et du gaz naturel, à l'exception du carburant d'aviation. Cette taxe vise avant tout à encourager la réduction de la consommation de combustibles à base de carbone, et non pas à remplir les coffres du gouvernement. D'ailleurs, la proposition prévoit que la plupart des revenus ainsi générés seront réinjectés dans l'économie, dans une démarche où l'on veut favoriser la conservation du carbone et le remplacement des énergies fossiles pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, tout en atténuant autant que possible l'effet négatif de ces mesures sur le coût de la vie aux TNO ou sur le développement économique.

Sur les 16,3 millions de dollars que la taxe sur le carbone devrait générer en 2019-2020, nous proposons dans ce budget de redistribuer près de 7 millions de dollars aux citoyens et aux entreprises, sous la forme d'une exemption de la taxe sur le combustible utilisé pour le chauffage et la production d'électricité, et aussi de compensations pour le coût de la vie. Les grands émetteurs recevront environ 5 millions de dollars en remises liées à la taxe sur le carbone et par l'entremise de fiducies particulières pouvant servir à investir dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Les frais d'administration de la taxe et des avantages connexes s'élèveront à environ 600 000 \$. Ainsi, il restera 3,7 millions de dollars pour les investissements visant la diminution des émissions, que nous proposons d'utiliser cette année pour financer le projet éolien d'Inuvik.

À court et à moyen terme, on ne s'attend pas à ce que la taxe sur le carbone réduise les émissions de gaz à effet de serre de façon importante aux TNO, car les coûts élevés de l'énergie poussent déjà les consommateurs à limiter leur consommation de combustible. Or, au fil de l'augmentation du taux de taxation, il sera de plus en plus difficile de réduire les émissions sans apporter des améliorations technologiques considérables qui offriront des moyens économiquement viables de diminuer la consommation de combustible. Dans le cadre de sa Stratégie énergétique 2030, le GTNO continuera donc d'investir de façon prioritaire dans les options énergétiques de rechange pour les citoyens et les entreprises des TNO. D'ailleurs, dans le budget de dépenses en immobilisations 2019-2020, plus de 40 millions de dollars sont consacrés au financement de projets liés à l'énergie.

Nous prévoyons continuer de collaborer étroitement avec le gouvernement fédéral en vue de fournir aux collectivités et aux entreprises des solutions de rechange fiables et abordables aux combustibles à teneur élevée en carbone. La majeure partie des 8,7 millions de dollars réservés dans ce budget à la réduction des émissions vient d'ailleurs du Fonds du leadership pour une économie à faibles émissions de carbone du gouvernement fédéral. Cette somme servira entre autres à augmenter notre soutien à l'Alliance énergétique de l'Arctique avec un montant supplémentaire de 2,5 millions de dollars pour la création et la bonification des programmes et des services visant une meilleure conservation de l'énergie dans les édifices commerciaux et

résidentiels. Un montant de 3,8 millions de dollars sera également utilisé pour le financement d'importants projets de rénovations écoénergétiques chez les grands acteurs des secteurs privé et public. D'autres investissements appuieront la captation active du carbone par des mesures de régénération forestière, de même que l'amélioration de l'efficacité énergétique et le remplacement des systèmes de chauffage au mazout dans les logements publics.

Le présent budget propose un financement supplémentaire de 555 000 \$ pour la mise en œuvre du Cadre stratégique sur le changement climatique 2030 des Territoires du Nord-Ouest. Ces fonds seront consacrés à la gestion, à la déclaration et à la diffusion des données, ce qui permettra au GTNO de mieux connaître les effets des changements climatiques sur le territoire, de favoriser la résilience et l'adaptation, et d'opérer la transition vers une économie sobre en carbone d'ici 2030. Le budget prévoit aussi 381 000 \$ pour une évaluation environnementale de la route reliant Inuvik à Tuktoyaktuk, évaluation qui éclairera notre compréhension de l'incidence des changements climatiques aux Territoires du Nord-Ouest.

Gouvernance

Monsieur le Président, au cours des trois dernières années, les députés de l'Assemblée ont travaillé fort pour renforcer notre gouvernement de consensus. Ils ont aussi joué un rôle actif dans le développement de relations d'égal à égal avec les gouvernements autochtones et les administrations communautaires, notamment dans le cadre de la négociation d'accords sur l'autonomie gouvernementale et de règlements de revendications territoriales. Dans ses trois premiers budgets, la 18e Assemblée a investi 22 millions de dollars d'argent frais pour la réalisation de ses priorités en matière de gouvernance, alors qu'elle s'efforce d'évoluer en matière de transparence, de reddition de comptes et de communication.

Dans le budget 2019-2020, nous souhaitons poursuivre ce travail en ajoutant 2,1 millions de dollars pour l'amélioration de la prestation des services en général. Ces fonds serviront à offrir de meilleurs services en ligne, à consolider la Commission d'aide juridique et à créer un bureau de l'ombudsman ainsi qu'une unité chargée de l'accès à l'information et de la protection de la vie privée.

Le présent budget poursuit notre démarche visant à corriger le problème de financement des administrations communautaires, en accordant à ces dernières 1,9 million de dollars pour leurs dépenses de fonctionnement, d'entretien et de services d'eau et d'égout. Cet investissement s'ajoute à une contribution supplémentaire de 2 millions de dollars pour les infrastructures. La 18e Assemblée est consciente de ce problème, et c'est pourquoi, durant les quatre années de son mandat, elle aura bonifié le financement des administrations communautaires de 8,2 millions de dollars au total.

Le GTNO et les gouvernements autochtones collaborent étroitement pour favoriser la formation de leur personnel respectif et accroître leur capacité en offrant la possibilité à leurs employés d'effectuer des détachements temporaires dans les différentes structures. Afin de maintenir et d'étendre ces initiatives, le budget prévoit 400 000 \$ pour couvrir directement les dépenses qui y sont associées, comme les déplacements, l'hébergement et la rémunération.

Selon le mandat de la 18e Assemblée, nous avons la responsabilité de faire avancer les accords sur l'autonomie gouvernementale et de promouvoir la participation des femmes en politique. Le budget 2019-2020 propose donc une somme de 288 000 \$ qui nous servira à appuyer les

négociations entourant la mise en œuvre de l'autonomie gouvernementale, et aussi à continuer de faire valoir le rôle des femmes en politique grâce à la campagne de communication du comité consultatif sur le statut de la femme, en cours d'élaboration.

Nous accordons beaucoup d'importance aux fonctionnaires du GTNO, et c'est pourquoi nous leur consacrons dans ce budget 5,1 millions de dollars, soit 2 millions de dollars pour payer les déplacements pour raison médicale et les programmes d'assurance dentaire, et 3,1 millions pour financer les augmentations de salaire prévues dans la convention collective des enseignants ainsi que celles fixées en 2018-2019 pour les fonctionnaires non syndiqués.

Monsieur le Président, comme nous le savons tous, nous sommes en pleine négociation avec le Syndicat des travailleurs du Nord pour la signature d'une nouvelle convention collective qui s'appliquera à la majorité des employés du GTNO. Ces négociations se déroulent cependant dans une conjoncture budgétaire particulièrement difficile. Au cours des quatre années du mandat de la 18^e Assemblée législative, les revenus, si l'on tient compte du financement bonifié du fédéral pour certains projets et de la nouvelle taxe sur le carbone, auront augmenté de 2,9 %, pour une moyenne annuelle de 0,7 %. C'est ce dont nous disposons pour couvrir toutes les augmentations de dépenses. Chaque année, de nouvelles pressions budgétaires viennent s'ajouter, et les coûts des programmes gonflent pour des raisons qui sont hors de notre contrôle; citons en exemple la montée des coûts en santé due au vieillissement de la population. Cette augmentation annuelle de 0,7 % sert donc à compenser ces hausses, mais aussi à investir dans les priorités de l'Assemblée et dans le maintien des programmes et services, ce qui inclut les conventions collectives.

On ne peut faire fi de la nécessité d'assurer un équilibre entre ces différentes exigences. Le travail de nos fonctionnaires, qui veillent à la prestation de nos programmes et services, est précieux pour nous. Nous tous ici dans l'Assemblée avons des amis et des proches qui travaillent dans l'appareil gouvernemental, et personne ne veut que l'on en vienne aux moyens de pression. Cependant, nul ne peut faire l'impasse sur la réalité budgétaire. Si nous augmentons les dépenses au-delà du niveau de croissance des revenus, nous devons alors réduire nos dépenses ailleurs, accroître nos recettes en alourdissant le fardeau fiscal ou encore gonfler une dette que les générations futures devront payer. Il n'y a pas d'autres options.

Je promets aux citoyens que ce gouvernement fera tout en son pouvoir pour en arriver à une convention collective qui soit équitable, sans laisser de côté leurs besoins ou compromettre l'avenir des Territoires du Nord-Ouest. Cet équilibre, difficile à atteindre, n'en demeure pas moins un impératif.

Revenus

Monsieur le Président, après la baisse de revenus de 81 millions de dollars enregistrée ces deux dernières années, nous prévoyons pour 2019-2020 une augmentation qui portera le revenu total à 1,933 milliard de dollars, augmentation provenant principalement des transferts fédéraux pour les projets d'infrastructures et les programmes ciblés ainsi que de l'entrée en vigueur de la taxe sur le carbone des TNO. Si l'on ne tient pas compte de ces revenus, la hausse des recettes du GTNO sur quatre ans revient à 49 millions de dollars, soit en moyenne 12,4 millions de dollars par année.

Comme nous l'avons annoncé en juillet, nous respectons nos engagements en matière de tarification du carbone, pris en vertu du Cadre pancanadien sur la croissance propre et les

changements climatiques, en appliquant, à partir du 1er juillet de cette année, une taxe adaptée aux TNO qui correspond à 20 \$ par tonne de CO₂. Les mesures législatives régissant la perception de cette taxe, ainsi que les compensations visant à atténuer ses effets sur le coût de la vie et les activités commerciales, seront adoptées au cours de la présente session. La taxe sur le carbone des TNO, qui devrait entrer en vigueur le 1er juillet 2019, générera en 2019-2020 des revenus de 16,3 millions de dollars.

La légalisation du cannabis en octobre dernier entraînera, selon nos prévisions, des recettes supplémentaires de 747 000 \$, qui représentent la part des revenus de la taxe d'accise fédérale sur le cannabis revenant aux TNO pour 2019-2020. La vente de cannabis devrait elle aussi générer des entrées d'argent. La pénurie actuelle a des effets sur les ventes et les revenus à ce chapitre, et nous espérons que ce problème, qui touche tout le pays, sera résolu dans les prochains mois.

Le présent budget ne prévoit aucune augmentation des taux d'imposition.

Situation économique

Monsieur le Président, notre économie a tenu bon en 2018. Pour 2019, avec les bonnes nouvelles de l'année dernière sur la reprise de l'extraction pétrolière à Norman Wells et le maintien de la production diamantaire, nous prévoyons une hausse de 2,1 % de l'activité économique.

Ces dernières années, l'économie ténosie a profité de la construction d'une mine de diamants ainsi que d'investissements de plus de 786 millions de dollars dans les infrastructures publiques, notamment pour de grands projets comme la route entre Inuvik et Tuktoyaktuk et l'hôpital territorial Stanton. Nous poursuivons dans cette veine avec des investissements de 343 millions de dollars, entre autres pour la construction de la route toutes saisons ṯẖç̱, des infrastructures publiques pour la prestation de services aux Ténos et des immobilisations sobres en carbone.

Nous continuerons d'utiliser les fonds publics pour épauler les économies locales et jeter les bases du développement à venir. Cependant, il nous faut aussi évaluer rigoureusement nos stratégies afin de créer les conditions qui rendront notre économie plus solide et durable. Malgré des années à travailler à la diversification, nous sommes toujours dépendants de l'industrie des ressources non renouvelables, qui procure des emplois bien payés et des occasions pour les entreprises locales.

Le secteur des ressources devrait bien se porter dans les cinq à dix prochaines années. Il n'y a cependant toujours pas d'exploitation pétrolière et gazière dans la région de Beaufort-Delta, et l'exploitation minière devrait reculer en 2019, ce qui amenuise le potentiel de développement d'une nouvelle génération de mines. Aucune des mines de diamant existantes ne planifie poursuivre la production au-delà de 2034, et on prévoit fermer l'une d'entre elles en 2025. Le délai entre la découverte d'un gisement et l'exploitation se mesure en décennies, et c'est pourquoi la prospection doit se faire maintenant si nous voulons remplacer les mines qui approchent de la maturité.

Mais plus que tout, nous avons besoin de diversifier l'économie pour la rendre plus durable. Les TNO rivalisent avec le marché mondial, qu'il s'agisse d'exporter ses ressources ou d'attirer des touristes. L'évolution de la conjoncture dans le monde agissant sur le prix des ressources et la demande pour nos produits, nous en ressentons directement les effets. Pour le dire clairement, le fait que dans l'ensemble, les choses ne vont pas si mal n'empêche pas que les fondations puissent être fragilisées.

Conclusion

Monsieur le Président, ce dernier budget de la 18e Assemblée vient clore un mandat au cours duquel elle a bâti des assises solides pour sa successeure et laissé un legs qui portera ses fruits pour la population ténoise, et ce, pour des générations.

La 19e Assemblée disposera d'un nouvel hôpital territorial et d'excellents établissements de soins de longue durée pour offrir de meilleurs soins de santé aux citoyens. Nous avons développé les infrastructures de transport en reliant Tuktoyaktuk au reste du Canada et en élargissant le réseau avec la route toutes saisons menant à Whatì. Ces nouveaux accès ouvrent les possibilités économiques pour ces régions. De plus, nous avons commencé à corriger le déséquilibre entre les besoins des administrations communautaires pour l'offre de services à la collectivité et leur capacité à financer ces services. Et en éducation, l'Assemblée suivante pourra poursuivre nos investissements dans de nouveaux programmes innovants, comme la prématernelle et Apprentissage à distance du Nord, qui aident déjà de nombreux élèves à réussir à l'école.

Je crois que nous avons jeté les bases d'une transition vers une bonification de l'offre de services publics de qualité pour la population des Territoires du Nord-Ouest, alors que les revenus sont de nouveau suffisants pour envisager une réduction de nos emprunts à court terme.

Selon moi, les députés de l'Assemblée peuvent être fiers du travail accompli pour la réalisation de nos priorités, et ce, dans le respect de notre cadre budgétaire. Nos choix et décisions sont un legs qui reflète notre vision pour ce territoire : un endroit où les citoyens peuvent s'épanouir dans une économie forte, créatrice d'emplois et riche de possibilités, et dans des collectivités sûres et dynamiques.

Monsieur le Président, je vous remercie.

Adresse Budgétaire

2019 - 2020

LES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

DOCUMENTS BUDGÉTAIRES

A ♦ Examen économique

B ♦ Examen fiscal

6 Février, 2019

EXAMEN ÉCONOMIQUE

Perspectives

En 2018, l'économie des Territoires du Nord-Ouest (TNO) s'est globalement maintenue aux niveaux atteints en 2017, avec un PIB réel estimé du même ordre. On projette une augmentation de l'activité économique de 2,1 % en 2019, principalement grâce à la reprise de l'extraction pétrolière depuis la réparation du pipeline de Norman Wells. Ces dernières années, l'économie ténosé a profité de la construction de la mine de diamants Gahcho Kué et d'importants investissements dans l'infrastructure publique, notamment pour la construction de la route entre Inuvik et Tuktoyaktuk et de l'hôpital territorial Stanton. Bien que ces projets soient maintenant terminés, les investissements publics continueront d'alimenter l'économie en 2019, surtout du côté de l'infrastructure.

La croissance économique projetée pour 2019 repose sur le maintien des niveaux d'activité actuels. L'exploitation de diamants conserve le niveau de 2018, l'extraction pétrolière à Norman Wells a repris, et les investissements publics se poursuivent, avec de nouveaux projets, tels que la construction de la route toutes saisons Tłı̨chǫ, les travaux d'infrastructures publiques nécessaires aux programmes gouvernementaux et les projets d'immobilisations soutenant la réduction des émissions de carbone. Cette croissance masque toutefois le fait qu'il n'y a toujours pas d'exploitation pétrolière et gazière dans la région de Beaufort-Delta et que l'exploitation minière devrait reculer par rapport à 2018, ce qui amenuise le potentiel pour la nouvelle génération de mines des TNO de prendre la place des grandes mines de diamant du monde qui approchent de la maturité. Le marché du travail affiche un taux près du plein-emploi, mais en partie parce que les résidents des TNO sont moins nombreux à chercher un emploi.

Les perspectives économiques à moyen terme demeurent incertaines étant donné la dépendance à l'industrie des ressources non renouvelables pour la création d'emplois à rémunération élevée et d'occasions d'affaires locales. Même si le secteur des ressources devrait bien se porter dans les cinq à dix prochaines années, aucune des mines de diamant existantes ne planifie poursuivre la production au-delà de 2034, et la mine Diavik devrait fermer en 2025. Comme le temps qui s'écoule entre la découverte d'un gisement et le début de l'exploitation se mesure en décennies, le développement du secteur dépend de ce qui sera fait en ce moment du côté de l'exploration.

Le renforcement de la viabilité de l'économie ténosé repose sur la diversification. Les stratégies actuelles n'ont toutefois produit aucun résultat mesurable pour le territoire, ce qui laisse planer une incertitude complète à long terme. La croissance démographique et la formation de la main-d'œuvre demeurent deux aspects problématiques pour l'économie.

Les TNO rivalisent avec le marché mondial, qu'il s'agisse de commercialiser des diamants, de vendre aux enchères des fourrures ou d'attirer des touristes. La montée du protectionnisme, l'incertitude des politiques monétaires, les catastrophes naturelles et les troubles politiques peuvent tous perturber l'économie mondiale, dont les changements se répercutent directement sur les TNO. La fluctuation des cours des ressources et de la demande en produits ainsi occasionnée peut ajouter à l'incertitude entourant les perspectives économiques des TNO.

Perspectives économiques des TNO

millions de dollars chaînés (2007) sauf indication contraire

Indicateur	2015	2016	2017	2018e	2019p
Produit intérieur brut	4775	4827	5004	5021	5128
<i>variation en pourcentage</i>	<i>0,9</i>	<i>1,1</i>	<i>3,7</i>	<i>0,3</i>	<i>2,1</i>
Total des investissements	1676	1541	1126	919	926
<i>variation en pourcentage</i>	<i>14,6</i>	<i>-8,1</i>	<i>-26,9</i>	<i>-18,3</i>	<i>0,7</i>
Dépenses des ménages	1563	1575	1596	1607	1629
<i>variation en pourcentage</i>	<i>1,6</i>	<i>0,8</i>	<i>1,3</i>	<i>0,7</i>	<i>1,3</i>
Dépenses du gouvernement	2060	2087	2116	2102	2179
<i>variation en pourcentage</i>	<i>-1</i>	<i>1,3</i>	<i>1,4</i>	<i>-0,7</i>	<i>3,6</i>
Exportations	3213	3138	3494	3566	3646
<i>variation en pourcentage</i>	<i>-4,7</i>	<i>-2,3</i>	<i>11,3</i>	<i>2,1</i>	<i>2,3</i>
Importations	3811	3554	3394	3238	3312
<i>variation en pourcentage</i>	<i>2</i>	<i>-6,7</i>	<i>-4,5</i>	<i>-4,6</i>	<i>2,3</i>
Emplois (résidents) nombre de personnes	21 900	22 500	21 300	21 300	21 500
<i>variation en pourcentage</i>	<i>-0,9</i>	<i>2,7</i>	<i>-5,3</i>	<i>0</i>	<i>0,9</i>
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	1421	1404	1400	1416	1441
<i>variation en pourcentage</i>	<i>1,7</i>	<i>-1,2</i>	<i>-0,3</i>	<i>1,2</i>	<i>1,8</i>
IPC (ensemble), Yellowknife 2002=100	130,4	131,9	133,5	136,5	139,4
<i>variation en pourcentage</i>	<i>1,6</i>	<i>1,2</i>	<i>1,2</i>	<i>2,3</i>	<i>2,1</i>

e : estimation

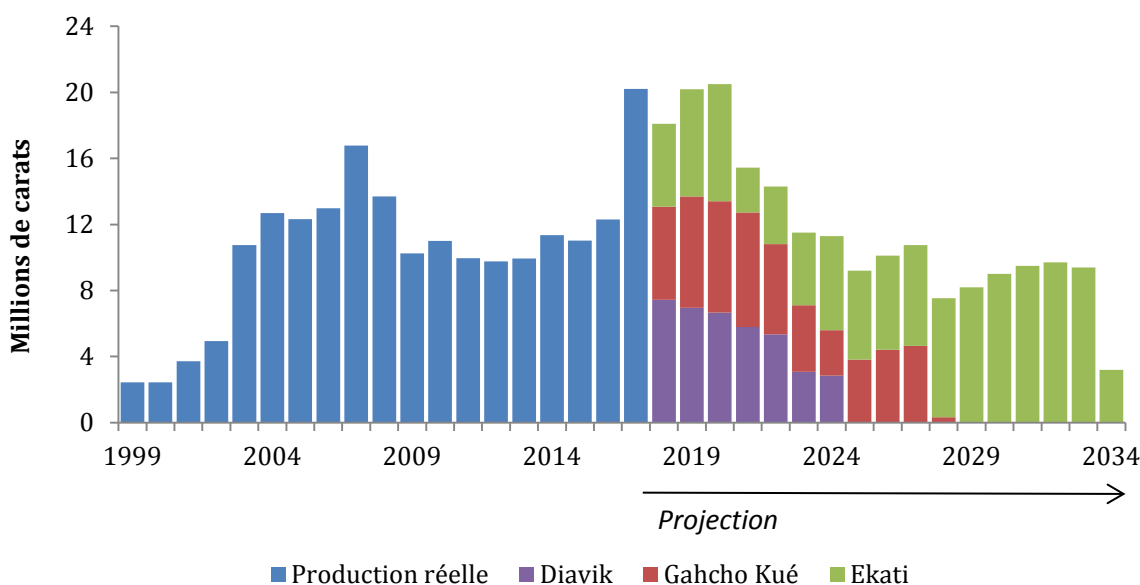
p : prévision

Sources : Statistique Canada et Bureau de la statistique des TNO

PERSPECTIVES D'AVENIR – *Risques associés aux prévisions : diamants*

Les perspectives économiques pour les TNO reposent sur l'avenir du développement minier et l'ouverture de nouvelles mines. L'extraction de diamants est le moteur de l'économie des TNO, mais les plans d'exploitation des mines, tant celles en exploitation que celles qui doivent être soumises à une étude environnementale et obtenir un permis, prévoient la fin de toute la production d'ici 2034. La croissance du secteur minier dépend donc de la réussite des programmes de prospection qui servent à repérer de nouveaux projets miniers et des processus de mise en valeur et d'étude environnementale qui visent à déterminer quels projets de nouvelles mines peuvent aller de l'avant.

Perspectives – Production diamantaire



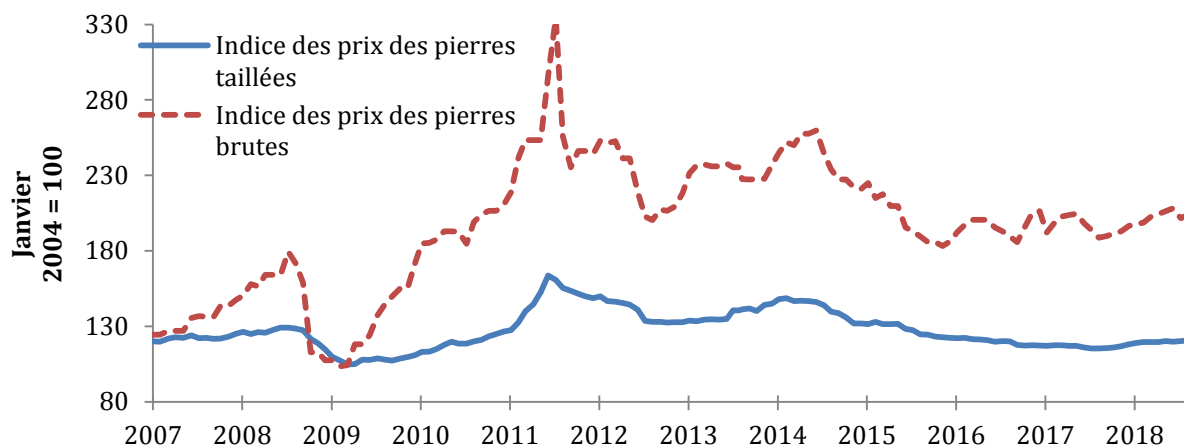
Sources : Ressources naturelles Canada, plans d'exploitation minière et rapports techniques, ministère des Finances des TNO

La décision ultime de construire de nouvelles mines de diamants dépend d'une foule de facteurs économiques et financiers, dont les conditions de crédit sur le marché mondial des capitaux, les taux de change et les prix. Les prix indexés des pierres taillées ont connu une hausse de 2,6 % entre 2017 et 2018, et les prix indexés des pierres brutes ont augmenté de 1,6 % durant la même période. Ainsi, l'écart de prix entre les pierres brutes et les pierres taillées s'est quelque peu réduit.

Même si, au cours de la dernière année, la hausse des prix des pierres taillées a été supérieure à celle des pierres brutes, ces dernières demeurent chères par rapport aux pierres taillées, car le prix des diamants bruts a augmenté de façon beaucoup plus rapide que celui des diamants taillés au cours de la dernière décennie. L'écart de prix entre les pierres brutes et les pierres taillées a comprimé les marges bénéficiaires des fabricants, un facteur qui explique en grande partie pourquoi nombre d'entre eux ont fermé leurs portes. Les mines des TNO produisent des diamants bruts qui sont vendus à l'exportation à des fabricants qui taillent, polissent et nettoient les pierres.

C'est pourquoi cet écart de prix constitue une menace importante pour les perspectives économiques des TNO.

Stabilisation des prix des diamants



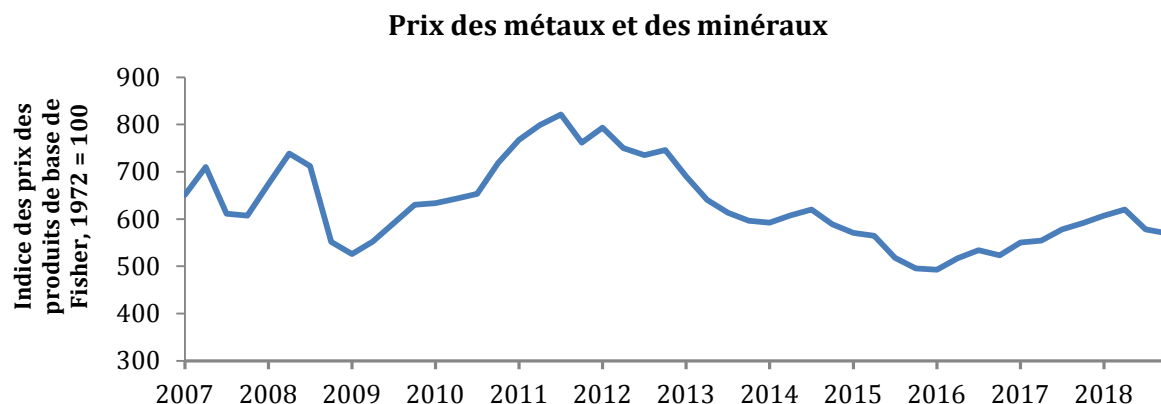
Sources : PolishedPrices.com et WWW Overall Rough Diamonds

Dans les années qui viennent, on s'attend à ce que l'évolution de la demande en diamants, conjuguée à la baisse de l'offre de diamants bruts, entraîne des problèmes d'approvisionnement. En outre, l'entrée des diamants synthétiques sur le marché commercial des petits diamants, où ils sont de plus en plus concurrentiels, complexifie ces perspectives du secteur. Notons cependant que les diamants synthétiques ont peu d'influence sur les prix des diamants plus gros.

PERSPECTIVES D'AVENIR – *Risques associés aux prévisions : prix des minéraux et des métaux*

Les prix mondiaux des ressources, y compris ceux de nombreux métaux et minéraux présents aux TNO, ont légèrement augmenté en 2018, ce qui vient consolider les gains de l'année précédente. Les prix indexés des métaux et minéraux ont augmenté d'environ 4,5 % de 2017 à 2018, après la forte remontée observée entre 2016 et 2017. Les prix de l'or sont demeurés stables en 2018, augmentant de seulement 1,1 % durant les 11 premiers mois de l'année, par rapport à la même période en 2017. Cette hausse des prix coïncide avec la croissance modérée de l'économie mondiale et la stabilisation de l'économie de nombreux marchés émergents, notamment la Chine et l'Inde. L'amélioration de la croissance mondiale pourrait accentuer la remontée des prix des métaux et des minéraux à court terme.

Les faibles prix des produits de base ont des répercussions sur l'économie des TNO, puisque les dépenses liées à la prospection et au développement dans le secteur minier dépendent de la valeur escomptée des futurs projets miniers, valeur qui est grandement influencée par le prix prévu du minerai ou du métal à exploiter.



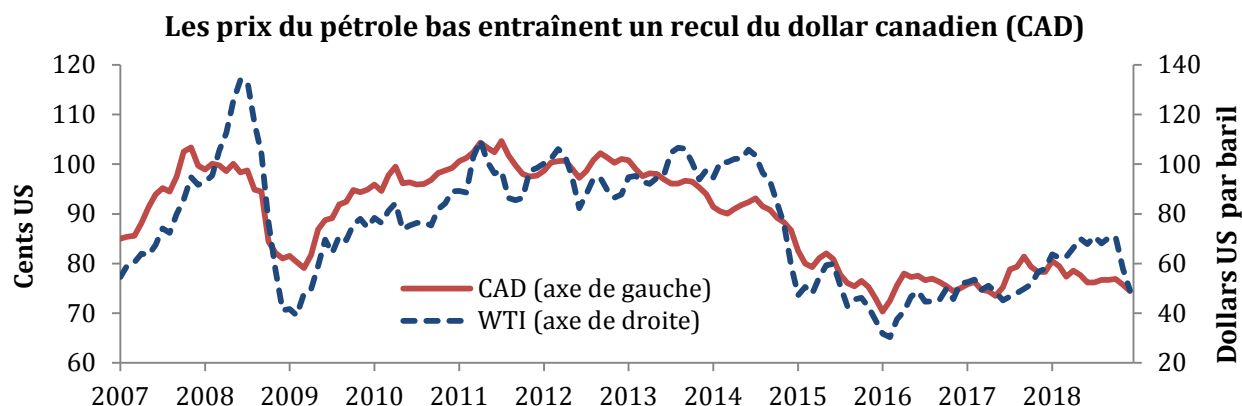
Source : Banque du Canada

PERSPECTIVES D'AVENIR – *Risques associés aux prévisions : prix du pétrole et taux de change*

Le prix du brut de référence West Texas Intermediate (WTI) a été en hausse constante une bonne partie de l'année, passant de 57,88 \$ US à la fin de 2017 à environ 70 \$ US au début de l'automne, avant de replonger sous 50 \$ US à la fin de 2018. C'est l'incertitude économique mondiale, couplée à l'approvisionnement en pétrole de schiste produit par fracturation hydraulique, pouvant rapidement être ajusté à la demande, qui a alimenté la volatilité des prix du brut.

Comme les TNO exportent une petite quantité de pétrole sur les marchés internationaux, la faiblesse des prix a eu une légère incidence négative sur le commerce du territoire, et, plus inquiétant encore, a eu un effet négatif important sur les activités de prospection de pétrole dans les régions du Sahtu et de Beaufort-Delta. À court terme, il n'est pas prévu que le prix du brut WTI remonte, puisqu'on s'attend à ce que la hausse de l'approvisionnement mondial continue de pousser les prix du pétrole vers le bas.

Ce marché baissier a cependant des effets positifs pour d'autres secteurs de l'économie ténosie, car il entraîne une baisse du coût de l'énergie pour les particuliers, les entreprises et le secteur minier, particulièrement énergivore.



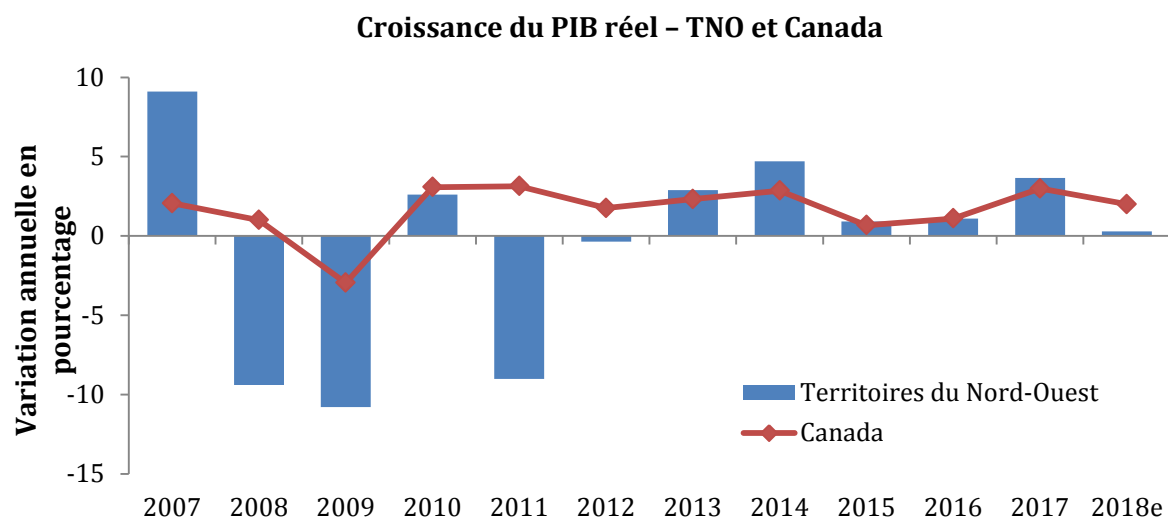
Sources : US Energy Information Administration et Banque du Canada

Le Canada étant un pays exportateur de pétrole, la chute des cours mondiaux du pétrole a entraîné un fléchissement de la valeur du dollar canadien par rapport à celle du dollar américain. Soumis à une faible volatilité mensuelle, le dollar canadien valait en moyenne 77 cents US en 2018, un résultat identique à 2017. Au cours de 2018, le huard a été constamment soumis à une pression à la baisse par rapport au dollar américain : il est passé de 80,5 cents en janvier à 74,4 cents en décembre. Comme les prix du pétrole devraient rester bas, on s'attend à ce que la valeur du dollar canadien reste faible elle aussi.

La valeur du dollar canadien par rapport à son homologue américain a un effet direct sur la santé de l'économie des TNO, car la majorité des biens et services achetés et vendus à l'échelle internationale sont payés en dollars américains. En raison de la faiblesse du dollar canadien, les entreprises des TNO qui exportent leur production sur le marché international recevront plus d'argent après conversion de la devise, ce qui les aidera à être concurrentielles à l'échelle mondiale et favorisera les exportations. Toutefois, la faiblesse du dollar canadien fera aussi en sorte que la machinerie et l'équipement importés de l'extérieur du territoire coûteront plus cher, ce qui exercera une pression sur un grand nombre d'entreprises ténosées. En outre, le dollar canadien faible a fait grimper le coût des aliments et des biens importés, ce qui a des répercussions négatives sur un grand nombre de ménages aux TNO.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES RÉCENTS – PIB réel

Après deux années de croissance anémique consécutives, le PIB réel a augmenté de 3,7 % entre 2016 et 2017. Cette croissance s'explique par une hausse de 11,3 % des exportations réelles, attribuable à la production accrue de diamants découlant de la première année complète de production de la mine de diamants Gahcho Kué. Le PIB réel des TNO devrait conserver les gains enregistrés en 2017 avec une croissance estimée à 0,3 % pour 2018.

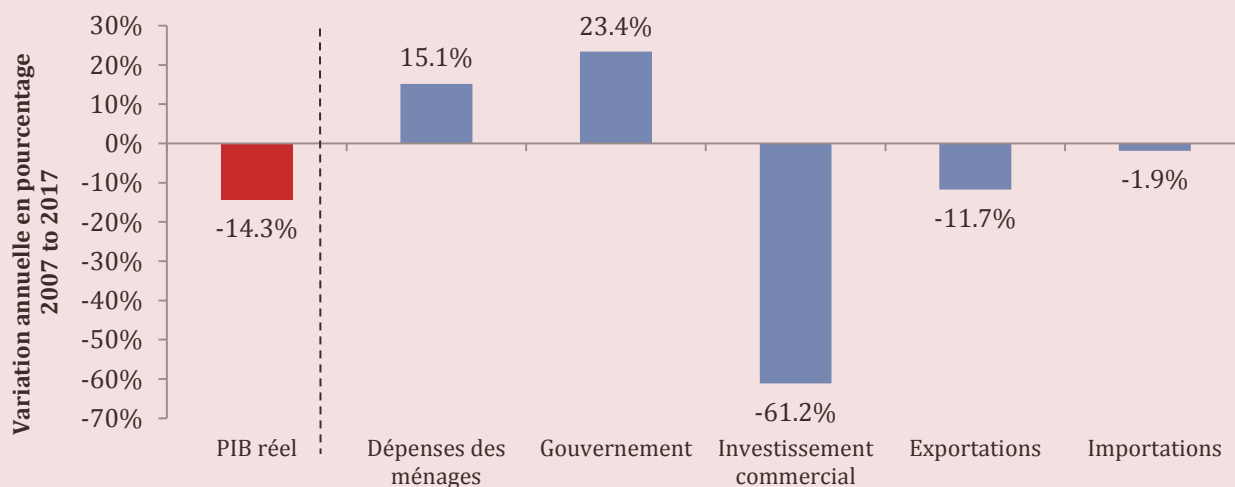


e : estimation

Sources : Bureau de la statistique des TNO, Banque du Canada et ministère des Finances des TNO

Malgré la forte croissance économique observée en 2017, le PIB des TNO reste inférieur de 14,3 % à celui de 2007, avant la crise financière mondiale, à l'époque où les mines de diamants produisaient des pierres de qualité supérieure, où les prix des produits de base étaient élevés et où de nouvelles mines étaient en cours de construction.

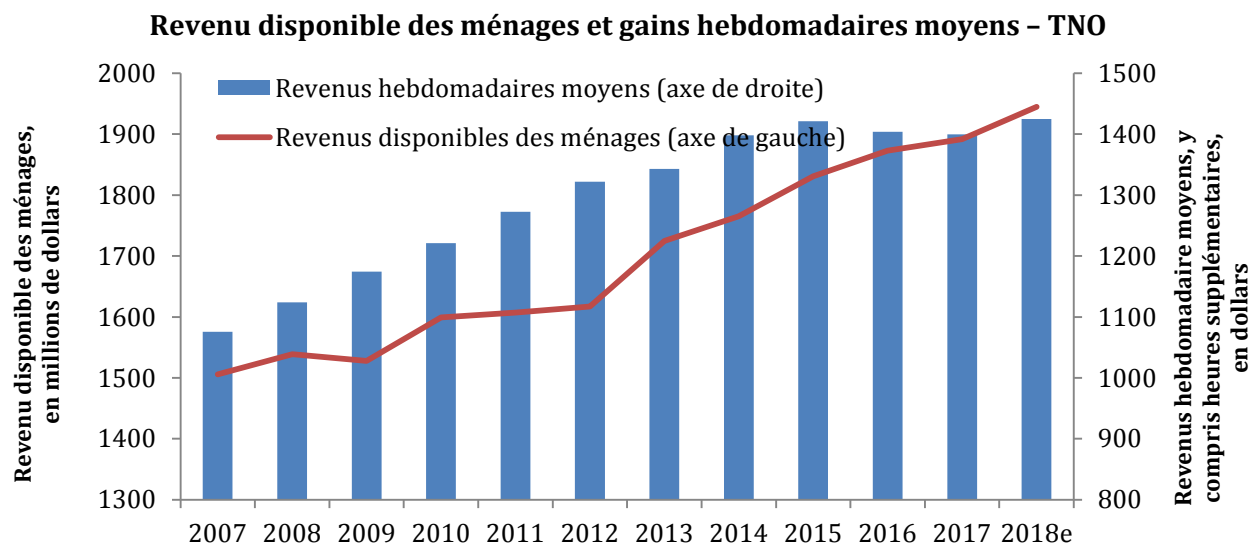
Encadré 1 : L'économie des TNO ne s'est pas encore remise de la récession.



RÉSULTATS ÉCONOMIQUES RÉCENTS – *Ménages*

Le revenu personnel disponible est le revenu des ménages net d'impôt et provenant de toutes sources. Il soutient les dépenses de consommation, qui représentent près du tiers du PIB du territoire. Aux TNO, le revenu disponible des ménages a augmenté de 1,0 % de 2016 à 2017. Pendant les neuf premiers mois de 2018, le revenu de travail, un volet important du revenu personnel, a augmenté de 2,8 % par rapport à la même période en 2017.

Aux TNO, les salaires versés aux employés sont largement supérieurs à la moyenne nationale. Toutefois, les revenus hebdomadaires moyens, heures supplémentaires comprises, a augmenté de 1.8 % en 2018 de \$1 400 en 2017 à \$1 425 en 2018.



e : estimation

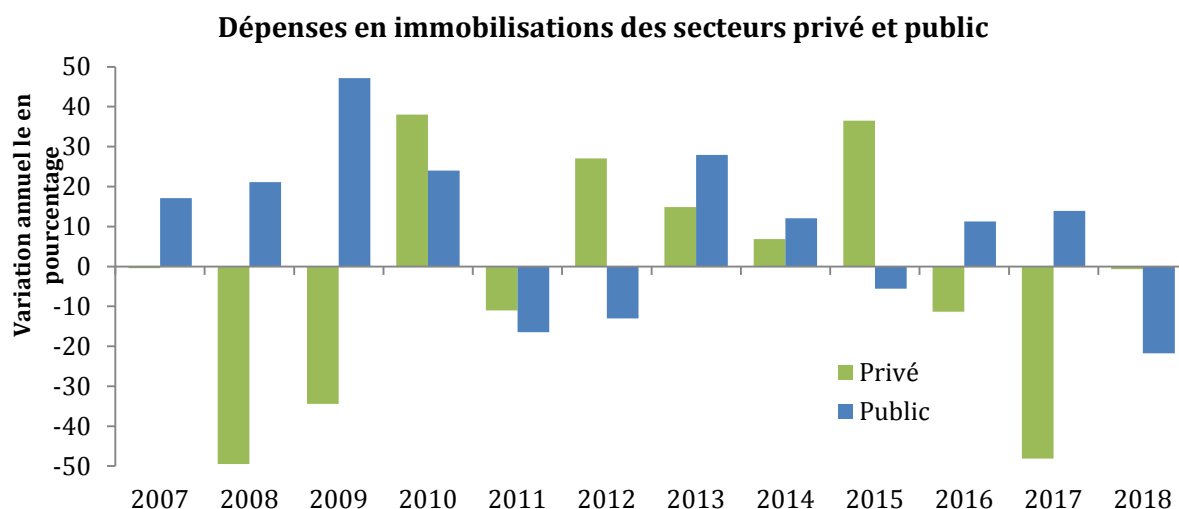
Sources : Bureau de la statistique des TNO et Statistique Canada

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES RÉCENTS – *Investissements*

Les dépenses totales en immobilisations sont estimées à 802 millions de dollars pour 2018, une baisse de 10 % par rapport à 2017. Il s'agit de la troisième année de baisse consécutive, principalement attribuable à la chute abrupte des investissements privés causée par la fin de la construction de la mine de diamants Gahcho Kué.

Les dépenses en immobilisations du secteur public devraient diminuer de 21,7 % pour 2018, passant de 392 millions de dollars en 2017 à un montant estimé à 307 millions de dollars en 2018. Cette baisse traduit le fait que la route reliant Inuvik à Tuktoyaktuk a été terminée en 2017.

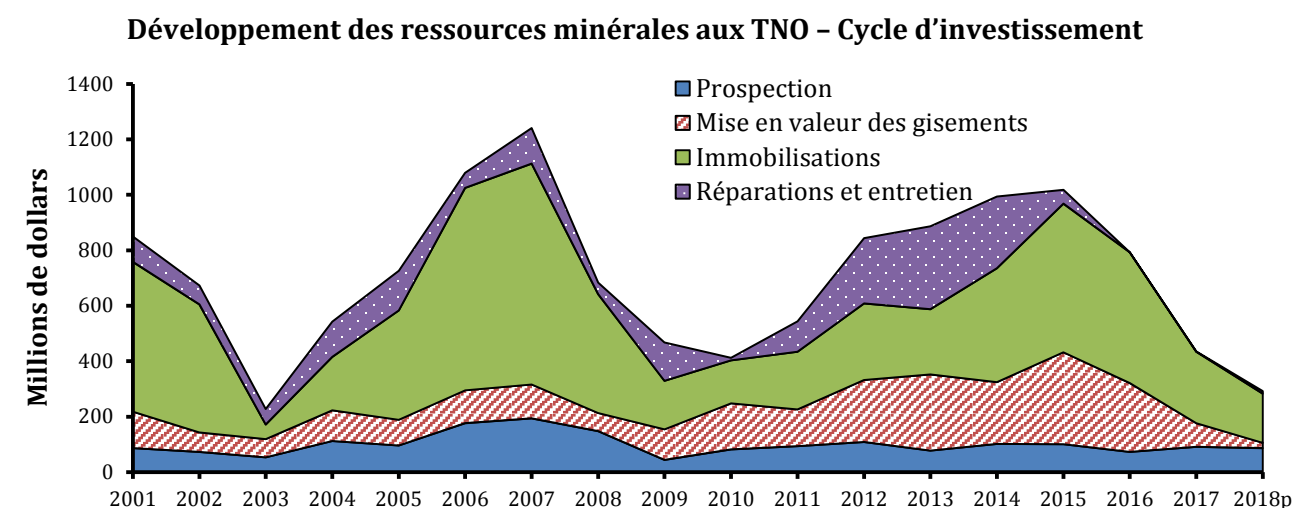
Les dépenses en immobilisations du secteur privé ont diminué de 0,7 % en 2018, passant de 498 millions de dollars en 2017 à 495 millions de dollars en 2018. Cette catégorie de dépenses est alimentée en grande partie par le secteur des ressources naturelles. En effet, les dépenses du secteur minier au cours de son dernier cycle d'investissement ont culminé à 1,2 milliard de dollars en 2015, pour ensuite chuter à 284 millions de dollars en 2018, en raison de l'achèvement de la mine Gahcho Kué. Aucun projet d'investissement privé d'une ampleur comparable n'a été annoncé.



Sources : Bureau de la statistique des TNO et Statistique Canada

L'industrie minière occupe une place importante dans l'économie des TNO. Une seule mine de diamants peut représenter des dépenses en immobilisations de plus de 1 milliard de dollars. Ainsi, dans une économie où le PIB oscille entre 4 et 5 milliards de dollars, le début de la construction d'une mine induit une forte croissance; à l'opposé, la fin de la construction et le début de la production commerciale entraînent le PIB vers le bas, puisque les investissements sont plus faibles. Le PIB demeure cependant plus élevé qu'avant la construction en raison de la valeur de la production annuelle. Lorsqu'une mine cesse ses activités, le niveau absolu du PIB baisse. Le cycle d'investissement exerce une influence très marquée.

L'industrie minière aux TNO fonctionne selon un cycle d'investissement qui commence par la prospection pour trouver des gisements minéraux. Les dépenses de prospection devraient demeurer relativement stables, passant de 92 millions de dollars en 2017 à 86 millions de dollars en 2018.



p : préliminaires

Sources : Ressources naturelles Canada et ministère des Finances des TNO

Les dépenses de mise en valeur des gisements servent à évaluer le potentiel commercial du gisement et les coûts d'extraction, y compris les coûts de conformité aux exigences en matière de protection de l'environnement. Il est prévu que ces dépenses diminueront de 77,2 %, passant de 85 millions de dollars en 2017 à 20 millions de dollars en 2018.

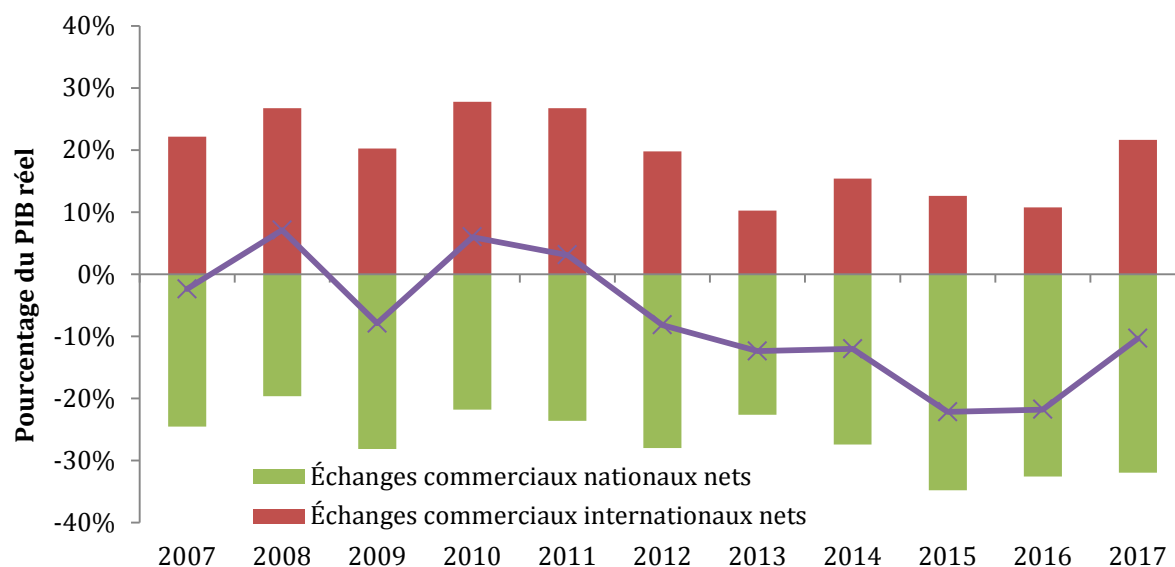
Les investissements en immobilisations ont commencé à augmenter en 2014 avec le début de la construction de la mine de diamants Gahcho Kué, investissements qui ont culminé en 2015 à 535 millions de dollars. En raison de l'achèvement des travaux de construction de Gahcho Kué, elles ont chuté à 177 millions en 2018, ce qui représente une diminution de 31 % par rapport à 2017.

Les dépenses en réparation et en entretien dans ce secteur se sont effondrées en 2016, passant de 50 millions de dollars en 2015 à 0,4 million de dollars l'année suivante, en raison de la fin des activités de la mine de diamants de Snap Lake. Les dépenses totales en réparation et en entretien dans ce secteur devraient atteindre 9 millions de dollars en 2018.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES RÉCENTS – *Échanges commerciaux*

La petite économie ouverte des TNO dépend des échanges commerciaux avec d'autres pays et avec le reste du Canada. Les TNO exportent des ressources naturelles (principalement des diamants) vers des marchés internationaux et importent des biens et des services du sud du Canada, afin de soutenir l'industrie et la consommation des ménages. Par conséquent, les TNO enregistrent un excédent commercial avec les autres pays, mais un déficit commercial avec le reste du Canada.

Augmentation du déficit commercial net des TNO

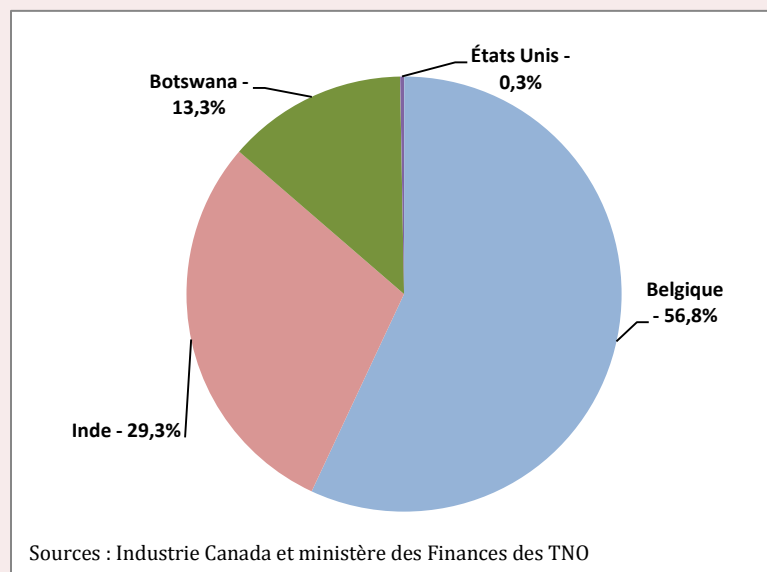


Sources : Statistique Canada et ministère des Finances des TNO

L'excédent commercial des TNO avec les autres pays a augmenté, passant de 10,8 % du PIB en 2016 à 21,6 % en 2017. Cette embellie est attribuée à une hausse de 30 % de la valeur des exportations vers l'étranger entre 2016 et 2017. Le déficit commercial des TNO avec le reste du Canada demeure

stable, correspondant à 32 % du PIB en 2017, et ce, malgré une baisse de 20,6 % de la valeur des exportations sur le marché intérieur.

Encadré 2 : Les TNO exportent principalement des diamants.



Les diamants représentent 98 % de la valeur de toutes les exportations des TNO vers les marchés internationaux.

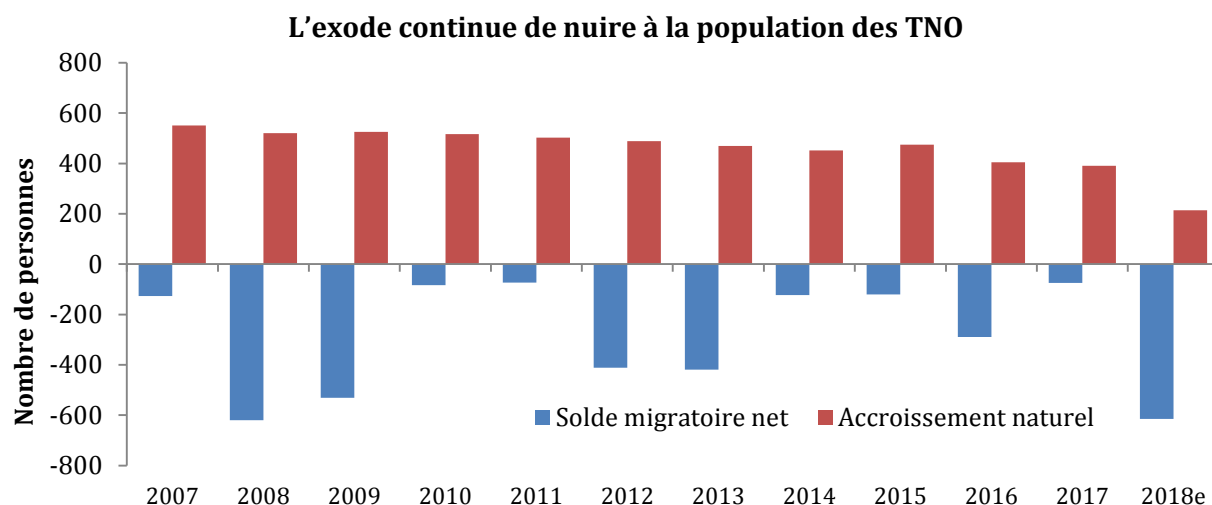
Ainsi, les trois principales destinations des exportations des TNO sont : la Belgique, le plus grand centre mondial pour la transformation et le commerce des diamants; le Botswana, où la société De Beers mène ses activités de tri et de négoce et l'Inde, où 90 % de la production mondiale de diamants sont taillés et polis.

Bien que les États-Unis soient un important partenaire commercial pour le reste du Canada, moins d'un pour cent des biens et services des TNO y sont exportés.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES RÉCENTS – *Population*

La croissance de la population est un très bon indicateur de la santé économique. Elle procure de la main-d'œuvre aux entreprises ténoises et elle signifie une augmentation de la demande pour les biens et les services locaux. En outre, si l'on prend en compte les revenus personnels et les taxes sur la consommation, la croissance de la population permet de stimuler l'activité économique et d'assurer des recettes durables pour le gouvernement. La population des TNO est relativement stable depuis les dix dernières années. Au 1^{er} juillet 2018, elle était estimée à 44 541 habitants, ce qui représente une diminution de 395 habitants, ou 0,9 %, par rapport au 1^{er} juillet 2017.

Trois facteurs expliquent cette diminution de la population : l'accroissement naturel (naissances moins décès), la migration interprovinciale et la migration internationale. Du 1^{er} juillet 2017 au 1^{er} juillet 2018, il y a eu une augmentation naturelle nette de la population de 383 personnes (632 naissances moins 249 décès), alors que la migration interprovinciale a entraîné une perte nette de 911 personnes (1 931 personnes sont arrivées aux TNO en provenance du reste du Canada, et 2 842 personnes en sont parties). Sur le plan international, il y a eu une migration d'entrée nette de 133 personnes.



e : estimation

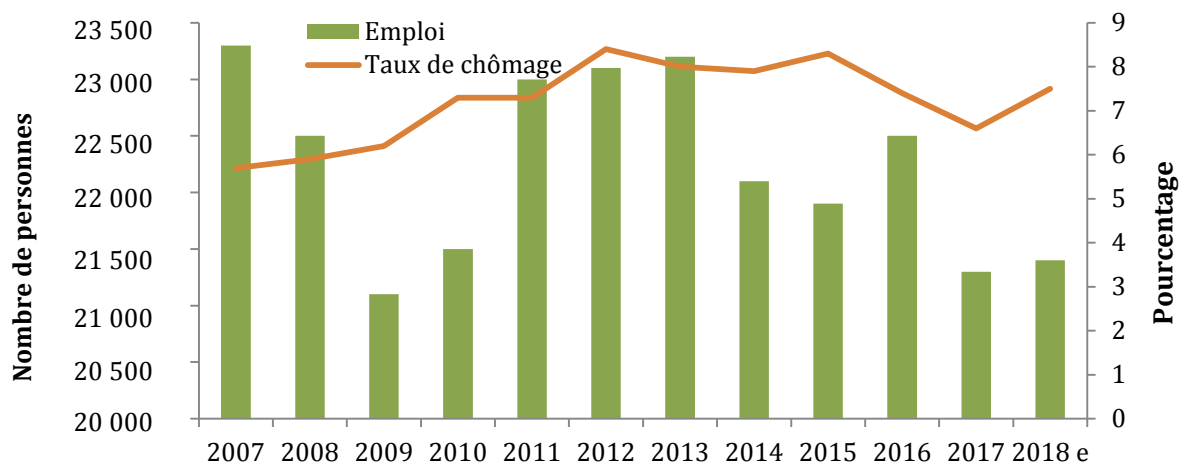
Source : Bureau de la statistique des TNO

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES RÉCENTS – *Main-d'œuvre*

En 2018, on estimait à 21 400 personnes le nombre total de Ténos occupant un emploi, soit une hausse de 100 par rapport à 2017, et de 1 900 par rapport au maximum atteint en 2007 avant la récession.

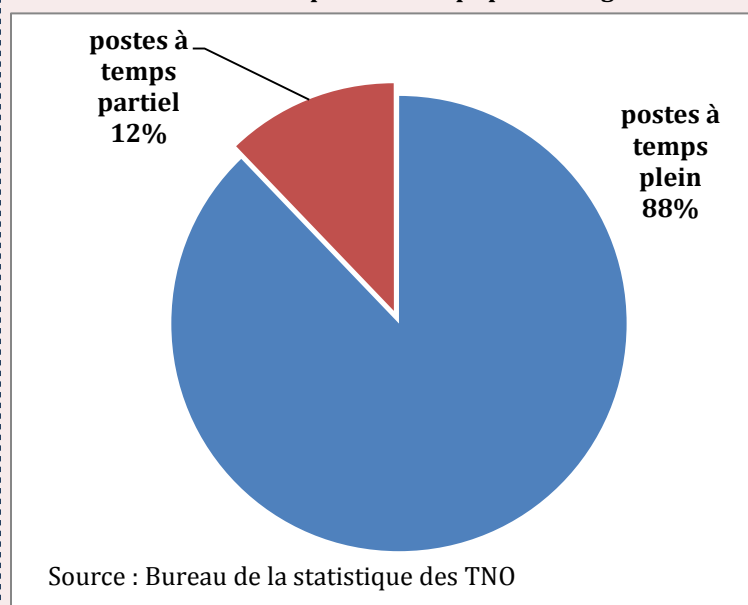
Bien qu'il y ait eu une augmentation du nombre de personnes occupant un emploi, le taux de chômage a aussi été en hausse en 2018, passant de 6,6 % en 2017 à 7,5 % en 2018. Cette poussée s'explique par l'augmentation de la population active (soit le nombre de personnes qui occupent ou recherchent un emploi). La population active s'est en effet accrue de 300 personnes; de 22 800 personnes en 2017, elle est passée à 23 100 personnes en 2018.

La situation de l'emploi aux TNO ne s'est pas redressée depuis la récession de 2008



e : estimation

Sources : Bureau de la statistique des TNO et Statistique Canada

Encadré 3 : Le nombre de postes à temps plein a augmenté en 2018.

Entre 2017 et 2018, il a connu une hausse de 1,6 %, tandis que le nombre de postes à temps partiel a diminué de 7,1 %. Comme les emplois à temps plein sont généralement mieux rémunérés que les emplois à temps partiel, la situation d'emploi actuelle devrait avoir une incidence positive sur le revenu dans l'ensemble du territoire.

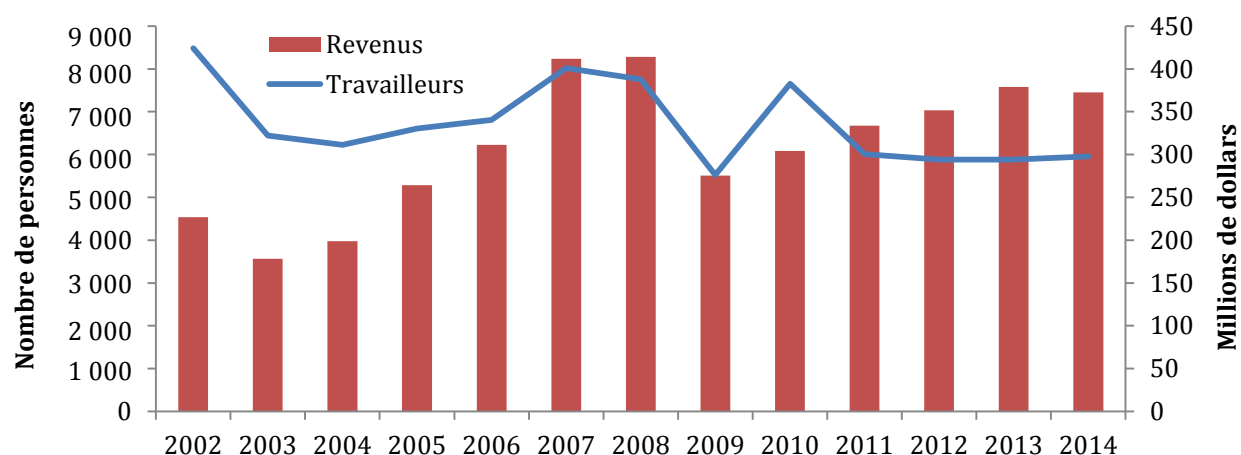
Environ 88 % des postes occupés par les résidents des TNO sont à temps plein, un chiffre qui reste cependant de 11 % inférieur au niveau de 2007 (avant la récession), alors que le nombre de postes à temps partiel a augmenté de 18 % durant la même période.

Le marché du travail aux TNO est caractérisé par une importante main-d'œuvre composée de non-résidents. Cette situation s'explique en grande partie par la petite taille de la population des TNO et par le fait que les besoins en main-d'œuvre de l'économie ténoise, principalement dans l'industrie minière, ne peuvent pas être comblés par les travailleurs locaux.

De 2002 à 2014, les travailleurs non-résidents représentaient environ le tiers de la main-d'œuvre des TNO, et généraient 18 % des revenus d'emploi du territoire. Ces travailleurs, de par leurs compétences, sont nécessaires aux entreprises ténoises; cependant, cette dépendance à la main-d'œuvre extérieure représente aussi des pertes, pour l'économie ténoise au chapitre des dépenses de consommation, et aussi pour les recettes fiscales du GTNO.

Chaque année aux TNO, de 5 000 à 8 000 postes sont pourvus par des non-résidents. Cela comprend les postes saisonniers, en rotation, temporaires et liés à des projets spéciaux qui ne peuvent être occupés par des travailleurs résidents. La valeur totale de la rémunération versée aux travailleurs non-résidents occupant de tels postes représente environ 18 % de tous les revenus d'emploi générés aux TNO.

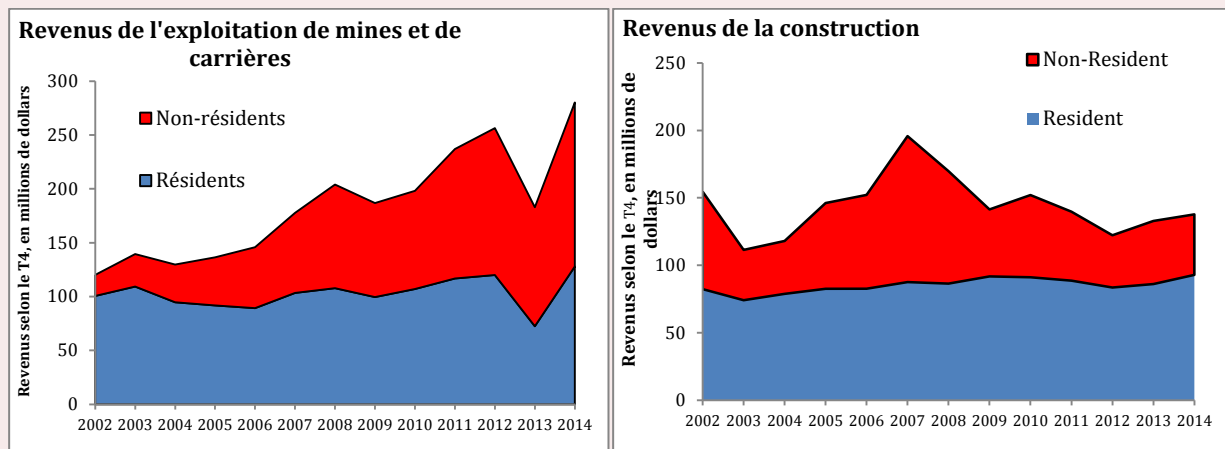
Les non-résidents représentent une portion importante de la main-d'œuvre des TNO



Sources : Statistique Canada et ministère des Finances des TNO

Encadré 4 : Les travailleurs non-résidents sont concentrés dans des secteurs précis.

En 2014, 56 % du revenu d'emploi du secteur pétrolier, minier et gazier des TNO et 33 % du revenu d'emploi dans le secteur de la construction ont été versés à des travailleurs non-résidents. Le revenu d'emploi généré dans les autres secteurs de l'économie, comme celui de l'administration publique, revient presque entièrement aux Ténos.



Sources : Statistique Canada et ministère des Finances des TNO

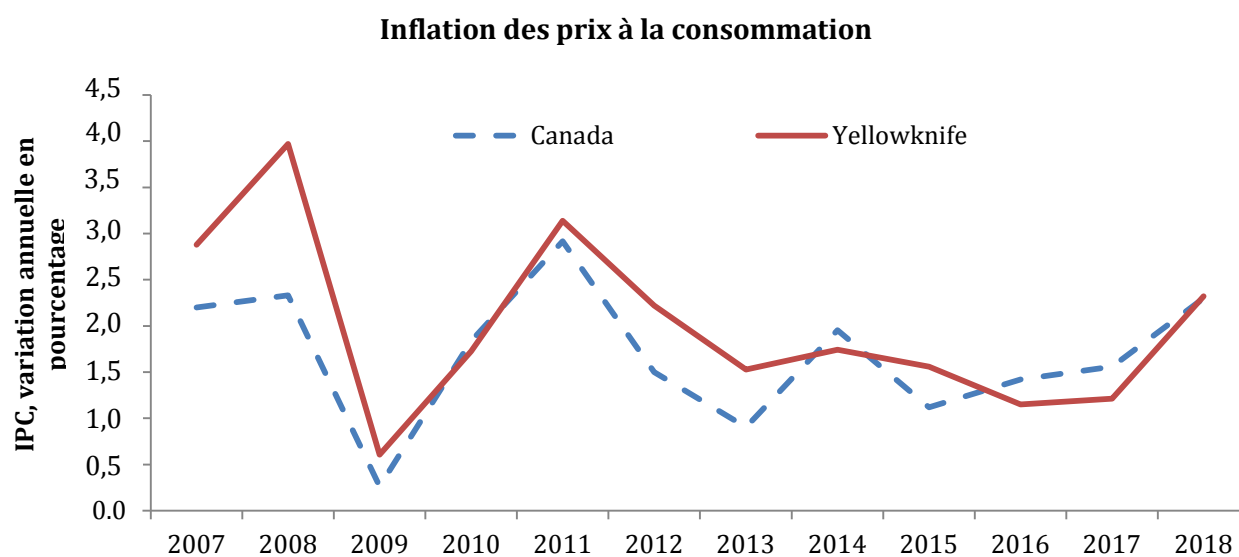
Les politiques destinées à résoudre ce problème doivent prendre en compte les raisons pour lesquelles les gens viennent aux TNO et en repartent. La migration d'entrée est la principale source de croissance de la population. Ce phénomène est attribuable à des perspectives d'emploi plus favorables aux TNO qu'ailleurs au Canada; en d'autres termes, lorsque l'économie des TNO se porte bien, mais que les économies provinciales, elles, vont moins bien. Puisque les TNO disputent la main-d'œuvre qualifiée au reste du pays, les stratégies de croissance de la population dépendent de la capacité des TNO à réagir rapidement à l'évolution de la conjoncture économique dans d'autres régions pour saisir les occasions de recrutement là où ils possèdent un avantage comparatif. Cette approche comprend les stratégies de recrutement et de rétention du GTNO et les accords socio-économiques qui officialisent les engagements pris par les grandes sociétés concernant les domaines de l'emploi, de la formation et des occasions d'affaires offertes aux Ténos. Le GTNO s'est

également engagé à se pencher sur d'autres facteurs sous-jacents qui contribuent au phénomène des travailleurs non-résidents, en particulier, le coût élevé de la vie.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES RÉCENTS – *Coût de la vie*

Le coût de la vie aux TNO est élevé comparativement aux autres régions du pays. L'éloignement, le climat et la faible densité de la population sur un vaste territoire signifient que les résidents et les entreprises paient souvent plus cher les biens et services aux TNO que dans les provinces voisines. C'est pourquoi l'inflation (la majoration du niveau global des prix qui entraîne une perte de pouvoir d'achat) est un sujet de préoccupation pour les résidents des TNO.

L'indice des prix à la consommation (IPC) de Yellowknife a augmenté, selon les estimations, de 2,3 % entre 2017 et 2018.



Source : Statistique Canada

SECTEURS CLÉS – *Structure de l'économie*

L'économie des TNO repose grandement sur le secteur des ressources extractibles non renouvelables, en particulier sur l'extraction des diamants. En 2017, l'extraction minière, pétrolière et gazière représentait plus d'un cinquième du PIB direct des TNO. Le secteur minier, pétrolier et gazier, même s'il ne représente plus 40 % de l'économie des TNO comme en 2007, demeure le secteur dominant, signe d'un manque de diversité.

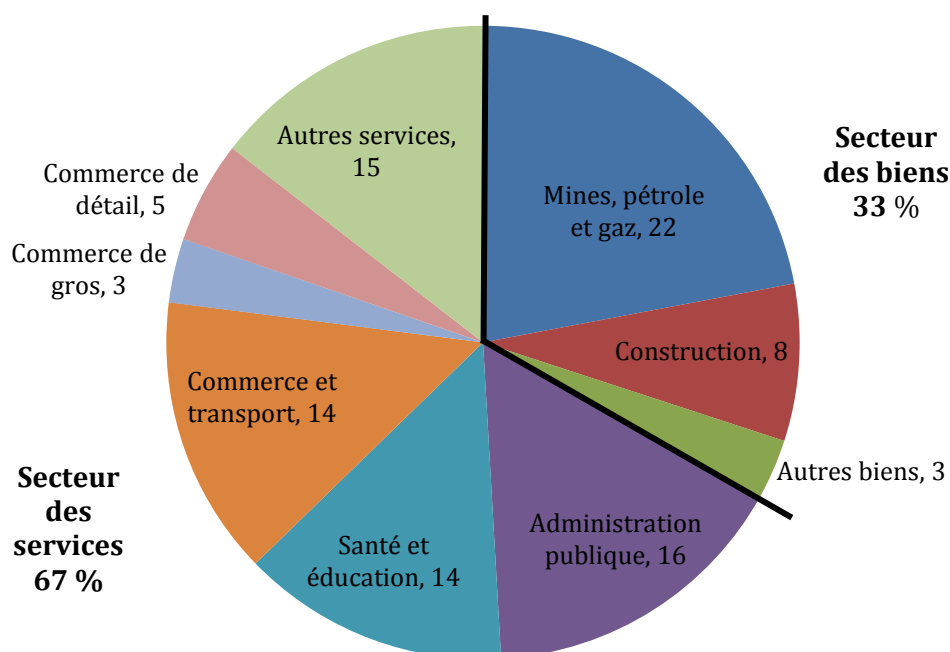
Dans une économie diversifiée, la croissance est plus stable et équilibrée parce que les risques sont répartis plus également entre de nombreux secteurs, ce qui rend l'économie plus résiliente aux cycles économiques et aux chocs externes. La diversification agit comme une assurance qui atténue la sensibilité de l'économie aux hauts et aux bas associés à une seule industrie, un seul marché ou

une seule région. Par exemple, dans une économie diversifiée, on observe des taux de chômage plus faibles durant les ralentissements cycliques.

En 2017, le secteur produisant des biens représentait 33 % du PIB des TNO. Les activités d'extraction de ressources dominent ce secteur aux TNO. La construction est la deuxième industrie en importance du secteur des biens; elle représentait 8 % du PIB des TNO en 2017. Les autres industries du secteur des biens, qui représentent seulement 3 % du PIB, comprennent les ressources renouvelables, les services publics et les activités de fabrication.

Le secteur de la production des services surpasse celui des biens; il représentait 67 % du PIB des TNO en 2017. Les activités du secteur public dominent le secteur de la production des services, qui comprennent l'administration publique, l'éducation, la santé et les services sociaux, et représentaient 30 % du PIB des TNO en 2017. Ce secteur regroupe aussi des secteurs comme le commerce de gros et le commerce de détail, les banques, les hôtels et les voyageurs.

Le secteur minier domine l'économie des TNO - 2017

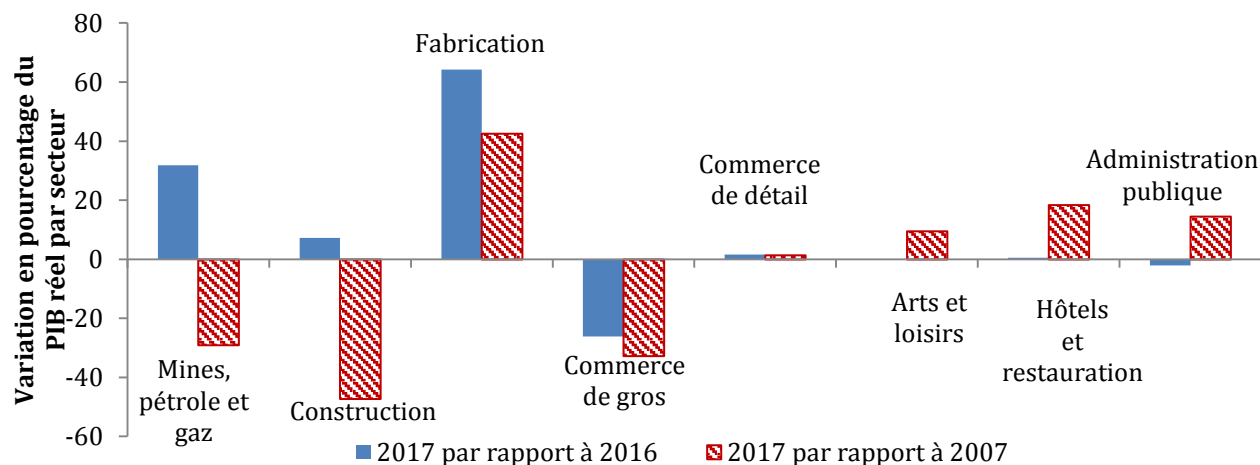


Source : Statistique Canada

De 2007 à 2017, le secteur de la construction a été en baisse de 33 %, et les secteurs minier, pétrolier et gazier ont régressé de 29 %. Au cours de la même période, le secteur manufacturier a connu une hausse de 42 % (notons cependant le faible pourcentage de départ), les secteurs de la finance et des assurances ont augmenté de 17 %, celui du commerce de détail, de 18 %, et celui du commerce en gros, de 16 %. Cela signifie que la structure de l'économie des TNO a changé: en 2007, le secteur produisant des biens représentait 51 % de l'économie, mais en 2016, cette proportion

était tombée à 33 %. Cette restructuration découle principalement du cycle économique du secteur produisant des biens ainsi que de la récession mondiale.

Taux de croissance réels de certaines industries des TNO

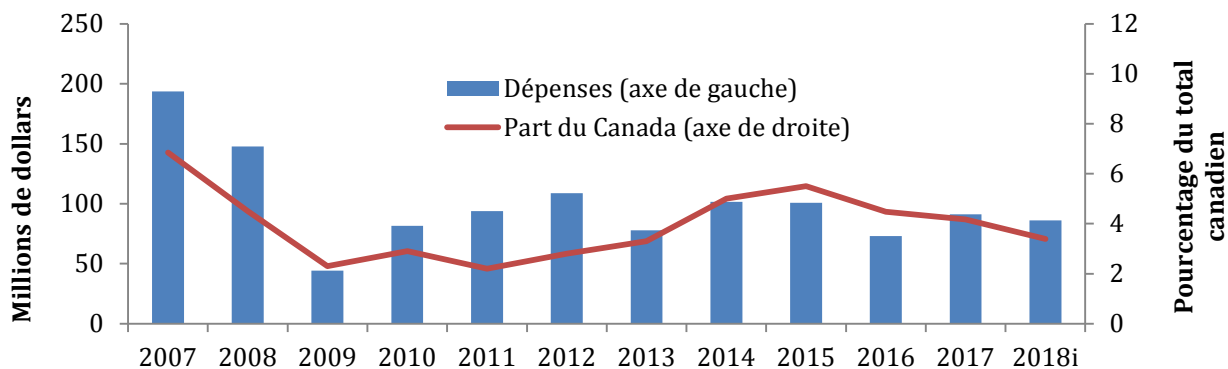


Sources : Statistique Canada et ministère des Finances des TNO

SECTEURS CLÉS – *Grandes industries : mines, pétrole et gaz (22 % du PIB)*

Le secteur minier, pétrolier et gazier représente 22 % du PIB, mais si les liens avec d'autres secteurs sont pris en compte, il représente près du tiers de l'économie. Les dépenses prévues de prospection minière et de mise en valeur des gisements ont fléchi l'an dernier, s'élevant à une valeur estimée à 86 millions de dollars en 2018, contre 91 millions en 2017. Les dépenses de prospection et de mise en valeur se concentrent sur les diamants; elles comptent en effet pour près de la moitié des dépenses prévues en 2018. En proportion du total canadien, on observe une tendance à la baisse dans les dépenses de prospection et de mise en valeur des TNO : elles sont passées de 5,5 % en 2015 à 4,5 % en 2016, puis à 3,7 % en 2017, pour ensuite chuter à 3,5 % en 2018. La faiblesse des prix des matières premières continuera d'influer sur le développement des ressources au Canada.

Dépenses de prospection minière et de mise en valeur des gisements

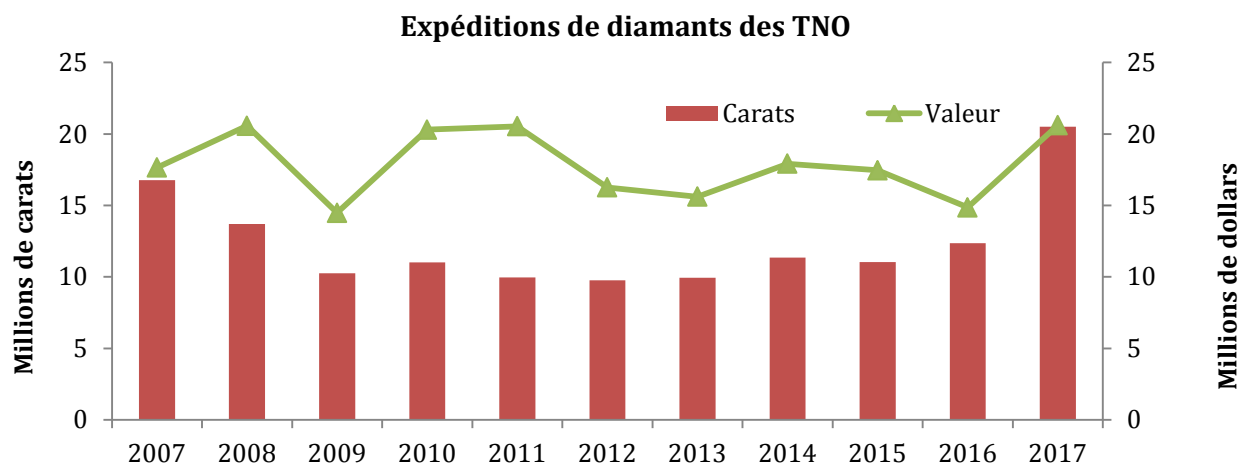


i : intentions

Source : Ressources naturelles Canada

En 2018, plus de 83 % des dépenses ont été consacrées à des activités de prospection minière liées à la découverte et à la réévaluation de gisements minéraux aux TNO. Le reste des dépenses a été consacré à des projets de mise en valeur et de développement de gisements déjà découverts. Près de la moitié de ces dépenses ont été consacrées à la prospection et à la mise en valeur des diamants.

Les TNO comptent trois mines de diamants en production : Ekati, Diavik et Gahcho Kué. La production de carats dans ces mines (sans compter la production précommerciale de la mine de Gahcho Kué) a augmenté de 82,7 %, passant de 11,4 millions de carats en 2016 à 20,8 millions en 2017, et la valeur des expéditions de diamants a connu une hausse de 38,6 %, passant de 1,5 milliard de dollars en 2016 à 2,1 milliards de dollars en 2017, principalement en raison de l'augmentation de la production à la mine de Gahcho Kué.

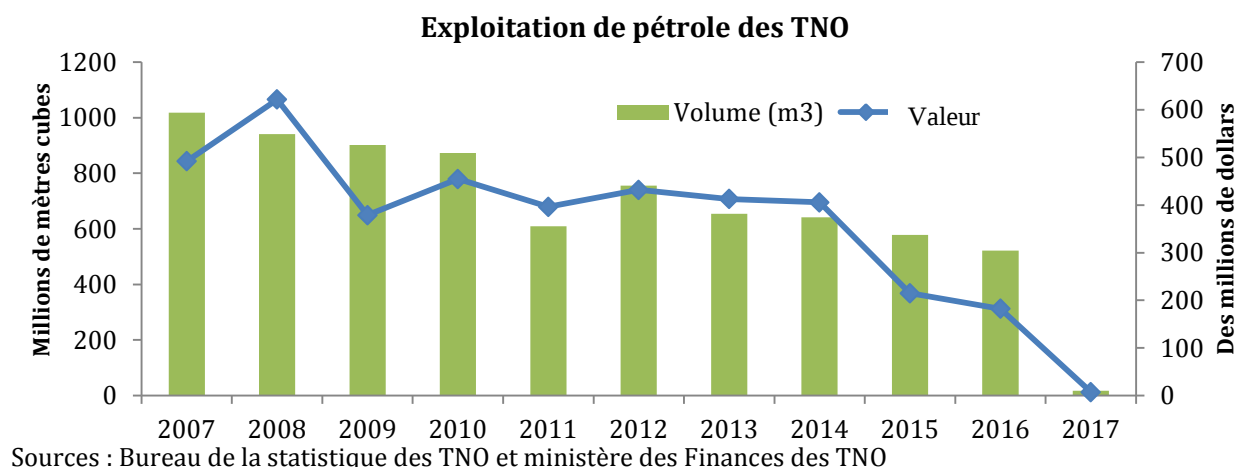


Sources : Bureau de la statistique des TNO et ministère des Finances des TNO

N.B. : Les données de 2016 ne comprennent pas la production précommerciale de la mine de Gahcho Kué.

La production de gaz et de pétrole aux TNO a lourdement chuté au cours des dernières années, affichant des baisses annuelles moyennes de 11 % durant la dernière décennie. En 2016, elle a diminué de 3,8 %, passant de 87 millions de mètres cubes en 2015 à 84 millions de mètres cubes l'année suivante, ce qui équivaut à 69 % de moins que la production enregistrée avant la récession de 2007. La valeur du pétrole et du gaz des TNO a diminué de 17,7 % en 2016, passant de 223 millions de dollars en 2015 à 183 millions de dollars l'année suivante.

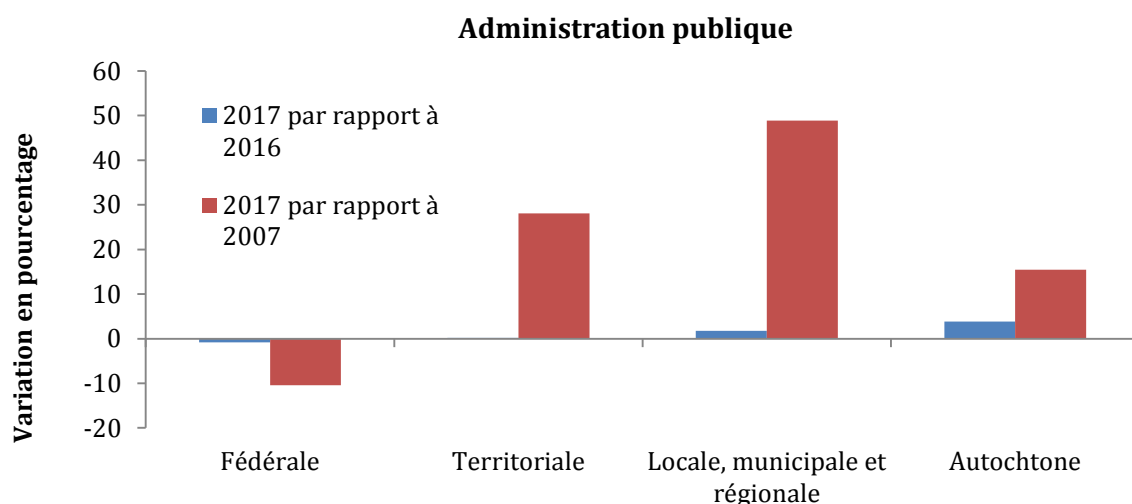
La production de gaz et de pétrole à Norman Wells a été interrompue au début de 2017 après la mise hors service du pipeline en raison de l'instabilité des pentes aux abords du fleuve Mackenzie. Des travaux ont permis une reprise en septembre 2018. La production du champ de gaz d'Ikhil à Inuvik se chiffre à 1,9 million de mètres cubes pour les dix premiers mois de 2018, soit 44 % de moins que durant la même période en 2017. En décembre 2017, le projet gazier Mackenzie, retardé depuis longtemps, a été abandonné officiellement.



SECTEURS CLÉS – *Grandes industries : administration publique (16 % du PIB)*

Les services d'administration publique (de tous paliers gouvernementaux : fédéral, territorial, municipal et autochtone) constituent la deuxième industrie en importance aux TNO; ils représentent 16 % du PIB et sont une importante source de création d'emplois et de revenus. L'administration publique comprend les tribunaux, les services policiers et correctionnels, la protection contre les incendies, la défense et l'administration des programmes publics, à l'exclusion des secteurs des services de santé, des services sociaux et de l'éducation.

Les dépenses pour l'administration publique sont demeurées relativement stables en 2017, augmentant seulement de 0,5 % par rapport à 2016. Depuis 2007, les dépenses pour l'administration publique de tous les ordres de gouvernement ont fortement augmenté, sauf au fédéral, où elles ont diminué de 10,5 % de 2007 à 2017, une baisse en partie attribuable au transfert au GTNO de la gestion des terres, des eaux et des ressources non renouvelables, le 1^{er} avril 2014.



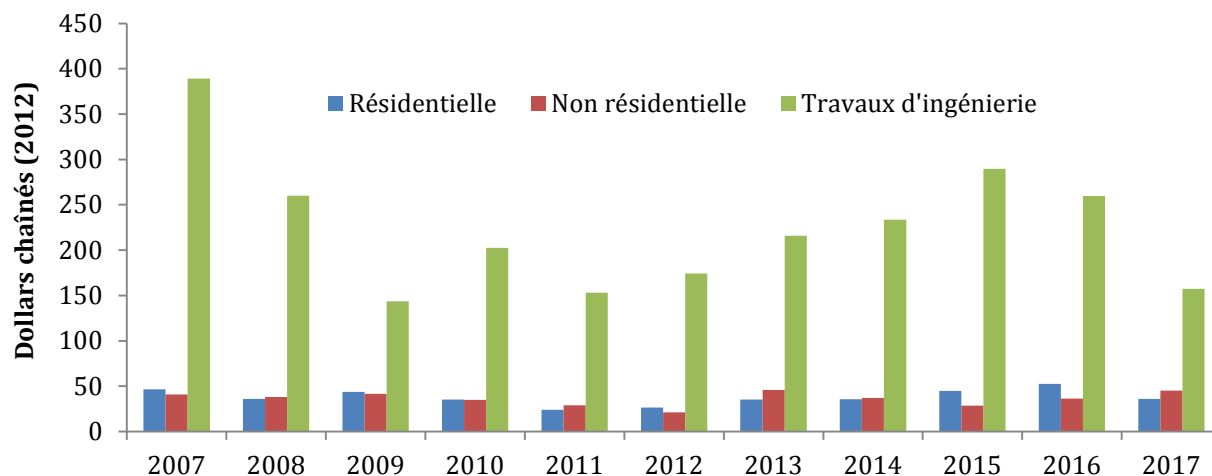
Source : Statistique Canada

SECTEURS CLÉS – *Grandes industries : construction (8 % du PIB)*

Le secteur de la construction regroupe la construction résidentielle, la construction non résidentielle, les services d'ingénierie ainsi que les activités de réparation et de soutien. À la différence de nombreux autres territoires ou provinces, la construction résidentielle aux TNO ne représente qu'une faible proportion de la valeur des activités dans le domaine de la construction. En 2017, elle représentait seulement 10,6 % des dépenses réelles de construction, alors que dans les autres provinces et territoires canadiens, elle représentait en moyenne le tiers des dépenses de construction indexées sur l'inflation.

Dans l'ensemble, les activités de construction ont diminué de 26 % en 2017 par rapport à 2016, et elles demeurent aux niveaux les plus bas du cycle. Les chantiers de plusieurs importants projets d'infrastructure ont pris fin en 2017, notamment ceux de la mine Gahcho Kué (coût : 1 milliard de dollars), de la route d'Inuvik à Tuktoyaktuk (coût : 300 millions), et de la liaison par fibre optique dans la vallée du Mackenzie (coût : 91 millions de dollars), ce qui a entraîné une chute de 39,4 % des dépenses réelles en travaux d'ingénierie en 2017 par rapport à 2016. Cette baisse a été en partie compensée par les activités non résidentielles, particulièrement par la rénovation de l'hôpital territorial Stanton (coût : 350 millions de dollars), qui a fait augmenter les dépenses réelles de construction non résidentielle, les faisant passer de 36 millions de dollars en 2016 à 45 millions de dollars en 2017. Pour ce qui est de la construction résidentielle, elle a perdu près du tiers de sa valeur par rapport à l'année précédente.

Les travaux d'ingénierie dominent le secteur de la construction



Source : Statistique Canada

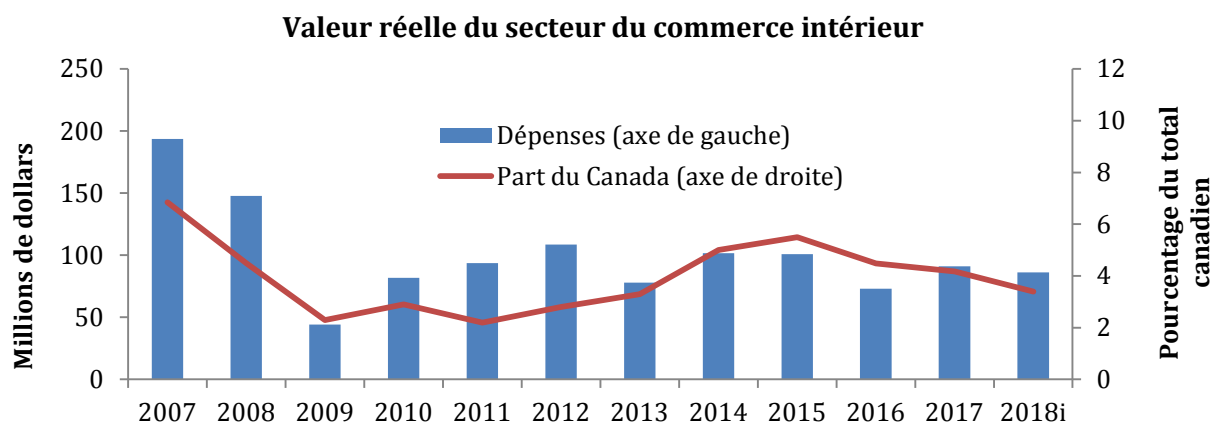
AUTRES SECTEURS

Commerce de gros et de détail (8 % du PIB)

Le commerce intérieur, tant le commerce de gros que le commerce de détail, facilite l'échange de biens et de services au sein des TNO. Il est donc un facteur déterminant de la santé de l'économie.

La valeur réelle du commerce de gros est passée de 125 millions de dollars en 2016 à 120 millions de dollars en 2017, soit une baisse de 4,1 %, tandis que celle du commerce de détail est passée de 165 millions de dollars à 171 millions de dollars, soit une augmentation de 3,5 %.

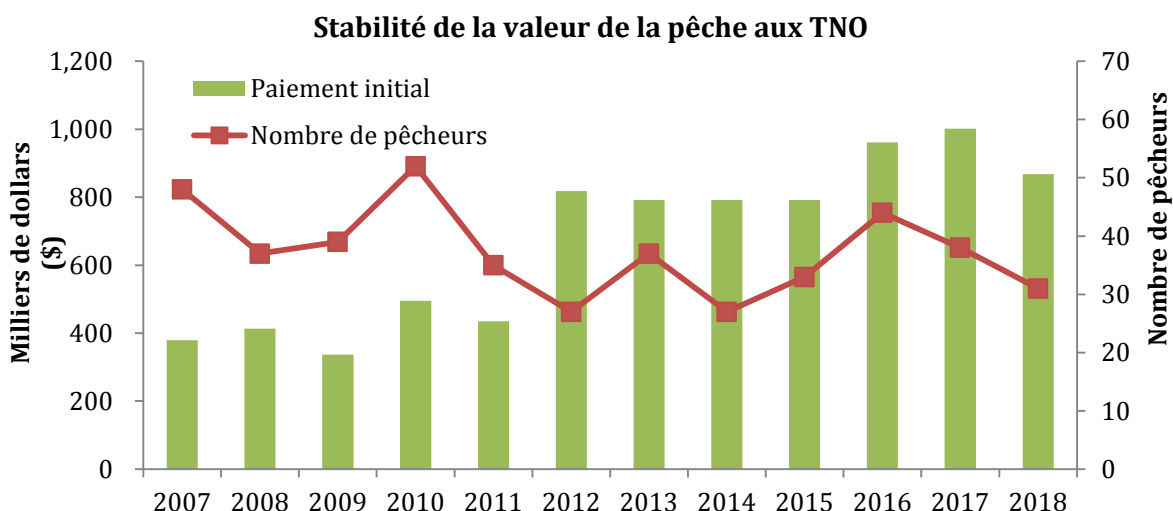
Le commerce de gros est une étape intermédiaire dans la distribution des biens et services, car il permet aux acheteurs et aux fournisseurs d'accéder aux matières premières, aux biens et aux services liés à la vente de marchandises. Le commerce de détail permet aux consommateurs de se procurer le produit fini. Ces deux secteurs concourent à la distribution des biens et services des différents secteurs de l'économie, ce qui stimule la croissance économique.



Source : Statistique Canada

AUTRES SECTEURS – Pêche commerciale

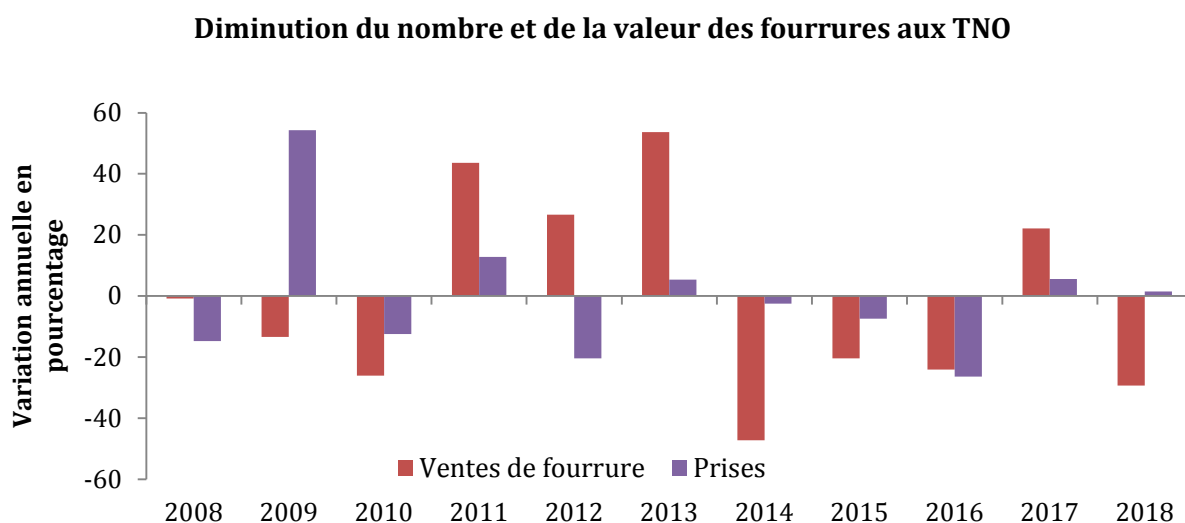
La pêche commerciale aux TNO est modeste et offre un potentiel de croissance. Les paiements initiaux aux pêcheurs ténois – au point de livraison et après déduction du fret – ont diminué de 13,3 % par rapport à 2017, pour s'établir à 868 000 \$ en 2018. Le poids des poissons reçus par la Freshwater Fish Marketing Corporation a diminué de 4,6 %, passant de 514 436 kilos en 2017 à 490 545 kilos en 2018. La majorité (en termes de poids) des poissons livrés en 2018 étaient des corégones. On comptait 31 pêcheurs en 2018, soit 7 de moins qu'en 2017, et 6 de moins que la moyenne de 37 pour la période de 2007 à 2018.



Source: Freshwater Fish Marketing Corporation

AUTRES SECTEURS – Piégeage et chasse

Le piégeage est un volet du secteur des ressources renouvelables et représente une importante source de nourriture pour de nombreux Ténos, en particulier dans les petites collectivités. Aux TNO, au cours de l'exercice ayant pris fin le 30 juin 2018, 18 487 peaux ont été vendues, une augmentation de 1,4 % par rapport à l'année précédente, tandis que la valeur des fourrures vendues a diminué de 29,3 %, se chiffrant à 640 500 \$. Le nombre de piégeurs professionnels a quant à lui diminué de 2,8 %, pour s'établir à 600 en 2018. Le marché de la fourrure est cyclique, et bien que les ventes aient été modestes dans la dernière année, le programme Fourrures authentiques de la vallée du Mackenzie continue à produire les effets escomptés, c'est-à-dire stabiliser le marché pour les piégeurs des TNO et leur procurer du soutien financier.

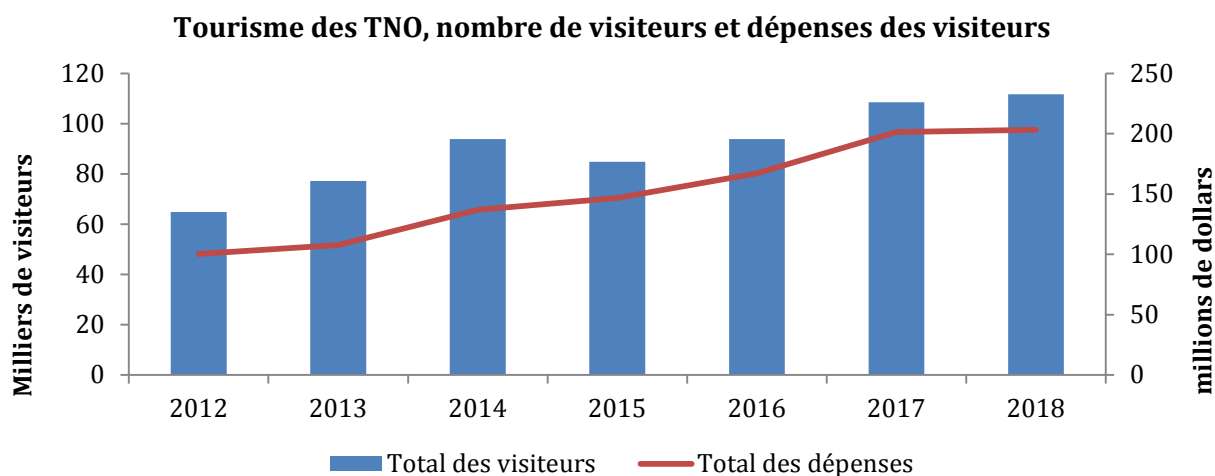


Sources : Ministère de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement et ministère des Finances des TNO

AUTRES SECTEURS – Tourisme

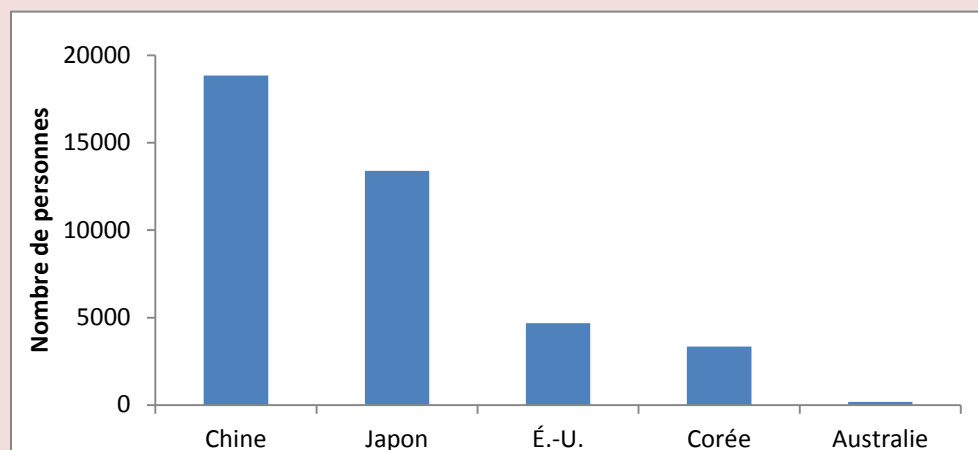
Le tourisme n'est pas un secteur officiel dans les données sur le PIB des TNO, mais il a une incidence directe sur certaines composantes mesurables du PIB, notamment les services de voyage, l'hébergement et le commerce de détail. De 2016-2017 à 2017-2018, le nombre de visiteurs a augmenté de 2,9 %, passant de 108 480 à 111 631. Durant la même période, les dépenses des visiteurs ont augmenté de 0,9 %, passant de 201 millions de dollars à 203 millions de dollars.

Les voyages d'agrément ont été à l'origine de plus de la moitié des dépenses des visiteurs en 2016-2017, et le quart des dépenses totales était lié à l'observation d'aurores boréales.



Source : Ministère de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement des TNO

Encadré 5 : Visiteurs étrangers selon leur provenance en 2017-2018



La majorité des gens de passage aux TNO sont des Canadiens. Toutefois, les voyageurs étrangers contribuent grandement au secteur du tourisme des TNO et représentent une avenue de croissance future.

La majorité d'entre eux (selon les

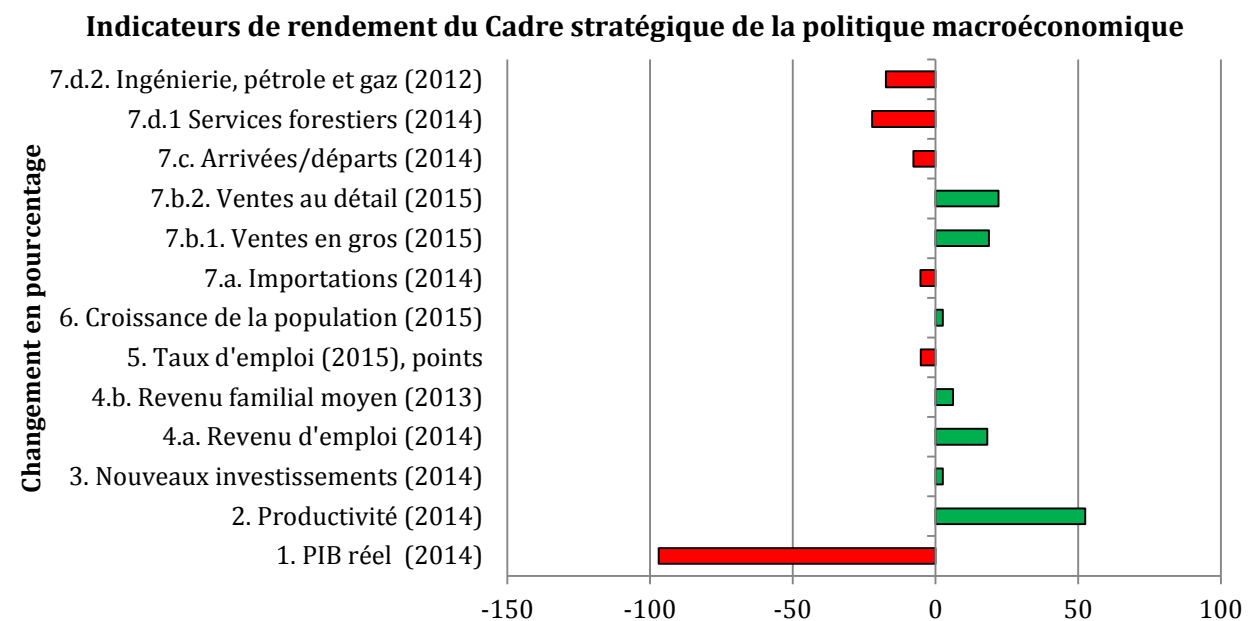
données de l'aéroport de Yellowknife) proviennent de la Chine, du Japon, des États-Unis et de la Corée. Les touristes chinois, qui étaient moins de 1 000 en 2012-2013, étaient près de 19 000 en 2017-2018. Quant aux touristes japonais, ils considèrent depuis longtemps les TNO comme une destination de choix, bien qu'ils soient de moins en moins nombreux à s'y rendre depuis quelques années. Le nombre de touristes coréens a également fortement augmenté au cours des cinq dernières années, passant de seulement 134 visiteurs en 2012-2013 à 3 300 en 2017-2018.

INDICATEURS DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES – CADRE STRATÉGIQUE DE LA POLITIQUE MACROÉCONOMIQUE

Le Cadre stratégique de la politique macroéconomique du GTNO sert à guider les décisions en matière d'investissements et de politiques. Le Cadre comprend 13 indicateurs de rendement servant à mesurer la variation des résultats économiques des TNO au fil du temps, en comparant les indicateurs avec leurs valeurs de référence de 2007. Ces indicateurs ont été conçus pour produire des mesures générales du bien-être économique et fournir une indication de l'efficacité des investissements du GTNO en vue de stimuler et de diversifier l'économie.

Sept des treize indicateurs sont maintenant sur la bonne voie, mais les facteurs clés de l'accroissement du PIB, la productivité et les nouveaux investissements, sont du côté négatif et continuent de freiner la croissance économique. Dans le graphique ci-dessous, les colonnes rouges indiquent une baisse par rapport à l'année de référence et les vertes, une hausse. Les données d'un indicateur, soit les arrivées et les départs, n'étaient pas connues au moment de la rédaction de ce rapport.

L'économie des TNO s'est montrée très peu résiliente depuis la crise financière mondiale, et la récession qui en a découlé a frappé le territoire en 2009. La preuve en est que de nombreux indicateurs n'ont pas encore retrouvé leurs niveaux d'avant la récession. Deux des facteurs déterminants du faible niveau de résilience sont la dépendance économique à l'égard de l'industrie des ressources extractibles (principalement des diamants) et l'ouverture de l'économie ténosie en matière de libre circulation des personnes et des capitaux, qui peuvent se déplacer vers des provinces dont la situation est plus favorable en cas de difficultés économiques aux TNO. Pour le GTNO, le défi consiste à déterminer et à faire progresser des occasions d'investissement qui généreront des bénéfices durables dans la conjoncture économique mondiale où les entreprises ténosies tentent de se distinguer.



Sources : Ministère de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement et ministère des Finances des TNO

EXAMEN FISCAL

Le budget 2019-2020, le dernier de la 18^e Assemblée législative, continue dans la voie du plan financier visant à gérer avec prudence la croissance des dépenses liées aux programmes et services actuels pour rendre possibles d'autres investissements prioritaires soutenant le mandat de l'Assemblée. Cette gestion prudente des dépenses a contribué aux efforts déployés par le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest (GTNO) durant la 18^e Assemblée législative pour améliorer sa situation budgétaire malgré la diminution des recettes de 81 millions de dollars enregistrée de 2016-2017 à 2018-2019.

Malgré ces difficultés, les mesures prises pour réaffecter des ressources et réaliser des économies ont permis au gouvernement d'exécuter son mandat et d'investir dans les priorités de l'Assemblée sans détérioration de la situation budgétaire globale par rapport à ce qu'elle était au départ.

Stratégie budgétaire

La stratégie budgétaire adoptée au début de la 18^e Assemblée législative a trois grands objectifs :

- **Limitier la croissance des dépenses à celle des recettes** pour assurer la viabilité financière des programmes.
- **Accroître les excédents de fonctionnement** en réduisant les dépenses de fonctionnement et en augmentant les recettes pour libérer des fonds à investir pour remédier au déficit en infrastructures du territoire et faire d'autres investissements stratégiques dans les priorités de l'Assemblée.
- **Passer le flambeau dans une situation budgétaire solide** en revenant à une position de trésorerie légèrement excédentaire d'ici la fin de la 18^e Assemblée législative.

Des progrès vers le renforcement de la viabilité budgétaire ont été réalisés dans les trois premiers budgets de la présente Assemblée, la croissance annuelle des dépenses ayant été maintenue à 0,2 % durant les trois premières années. Ombre au tableau, la conjoncture économique a entraîné une diminution des recettes de 0,8 % sur la même période. Ces deux années de baisse des recettes signifient qu'il est peu probable que des progrès notables soient réalisés pour atteindre les trois objectifs de la stratégie budgétaire au cours de la présente Assemblée.

Bien que le taux de croissance des dépenses de fonctionnement se situe en deçà des moyennes antérieures, la croissance moyenne prévue de 2,1 % durant la 18^e Assemblée législative est supérieure à la croissance des recettes (1,3 %).

Rappelons que le gouvernement a été en mesure d'investir dans les priorités de l'Assemblée. Comme on peut s'y attendre, parce que la croissance des dépenses de fonctionnement a dépassé celle des recettes, l'excédent de fonctionnement a diminué.

Le GTNO n'atteindra pas son objectif de revenir à une position de trésorerie légèrement excédentaire. Ce n'est pas un hasard si le montant de la diminution des recettes sur deux ans, soit 81 millions de dollars, correspond à celui de l'augmentation du déficit de trésorerie pour la même période. La 19^e Assemblée législative commencera son mandat avec des emprunts à court terme d'un montant supérieur à celui prévu initialement dans le budget 2016-2017. Par contre, on prévoit qu'à moyen terme, la croissance des recettes dépassera celles des dépenses, ce qui devrait alléger le déficit de trésorerie.

L'application de la stratégie budgétaire requiert de la discipline, particulièrement sur le plan des dépenses, car la majeure partie du budget est financée par des transferts fédéraux, qui représentent environ 80 % des recettes totales du GTNO, mais qui sont hors de son contrôle direct. Qui plus est, les Territoires du Nord-Ouest ont une économie modeste et peu diversifiée ainsi qu'une faible population, ce qui rend peu pratique une augmentation des recettes fondée sur une hausse de taxes ou sur d'autres sources de revenus autonomes.

Les mesures entourant les recettes pourraient s'inscrire dans une stratégie budgétaire à long terme du GTNO. Cela dit, comme la portion du budget qui est financée par des recettes autonomes est relativement modeste, la création de nouvelles taxes ou l'augmentation des taux d'imposition, sauf si elles étaient massives, ne produiraient pas beaucoup de nouvelles recettes. Une hausse majeure des taxes pourrait avoir une incidence importante sur le coût de la vie et des affaires aux Territoires du Nord-Ouest, ce qui nuirait par la suite à l'économie. Le recours à d'autres sources de revenus autonomes doit s'appuyer sur plusieurs principes, notamment sur le potentiel de production de

Le budget du GTNO

Le GTNO prépare deux budgets de dépenses : un budget de fonctionnement, qui prévoit le financement de la prestation des programmes et services gouvernementaux, et un budget d'immobilisations, qui prévoit le financement des infrastructures. Le total des recettes doit couvrir les dépenses combinées de ces deux budgets, faute de quoi le gouvernement sera contraint d'emprunter, et donc d'augmenter sa dette. Les emprunts du GTNO sont limités par le plafond de 1,3 milliard de dollars imposé par le gouvernement fédéral et par ses propres lignes directrices en matière de gestion de la dette, qui sont décrites dans sa Politique de gestion responsable des finances.

Conformément à la Politique de gestion responsable des finances, le GTNO doit s'appuyer sur les excédents de fonctionnement pour financer au moins la moitié du budget annuel des infrastructures, consacré aux logements, aux centres de santé, aux écoles, aux routes et aux aéroports dont dépendent les habitants et l'économie des Territoires du Nord-Ouest (TNO). Ce budget ne peut donc être financé à plus de 50 % par des emprunts.

revenus et des principes de politique fiscale saine, y compris la prévisibilité, la justesse, l'efficacité et la simplicité administrative, ainsi que l'incidence potentielle sur l'économie.

Situation et perspectives budgétaires

On estime les recettes totales de 2019-2020 à 1,933 milliard de dollars, ce qui constitue une hausse de 144 millions de dollars par rapport à 2018-2019, un revirement après deux ans de baisse. Cette hausse des recettes s'explique en partie par des investissements du fédéral dans des projets ou programmes précis et à l'imposition de la taxe ténioise sur les émissions de carbone. La diminution des recettes a nui à l'application du plan budgétaire du GTNO, mais la gestion des dépenses tout au long de la 18^e Assemblée législative et l'accroissement des recettes en 2019-2020 ont prévenu une détérioration encore plus grave.

Bien que la stratégie budgétaire visait à réduire les emprunts à court terme durant le mandat de l'Assemblée, la réduction des excédents de fonctionnement obligera le GTNO à accroître ses emprunts à court terme de 81 millions de dollars au total. Rappelons que cette augmentation correspond à la diminution totale des recettes enregistrée pour les deux dernières années. Même si la hausse générale de la dette à court terme est moins forte qu'à la fin des deux Assemblées précédentes, le prochain gouvernement héritera néanmoins des difficultés persistantes en matière de dette à court terme de la 18^e Assemblée.

La prudence financière du GTNO est reconnue par Moody's Investors Service qui, depuis 2006, attribue au GTNO la cote Aa1, l'une des plus élevées qui soient. Grâce à cette cote, le GTNO bénéficie de conditions d'emprunt favorables.

Perspectives à moyen terme

Dans ses perspectives à moyen terme, le gouvernement prévoit que les excédents de fonctionnement augmenteront jusqu'en 2021-2022. Cela dit, le total des emprunts augmentera lui aussi pour s'établir à 57 millions de dollars de la limite d'emprunt en 2021-2022, avant de redescendre.

On prévoit une croissance des recettes modérée à moyen terme, soit 2,7 % par année de 2019-2020 à 2023-2024. La croissance des recettes dans les années à venir sera encore influencée par le financement fédéral de projets et programmes précis et par la pleine imposition de la taxe ténioise sur les émissions de carbone. Les dépenses devraient croître à moyen terme à un taux annuel moyen de 2,5 %, soit un taux inférieur à celui des recettes, ce qui fera augmenter les excédents de fonctionnement et aidera le GTNO à réduire ses emprunts à court terme. On suppose dans les prévisions de croissance des dépenses que le coût des programmes et services actuels ainsi que des nouvelles initiatives sera modeste, mais on ne prévoit aucune réduction.

Tout au long de la période de prévision, la dette du GTNO demeurera sous le plafond d'emprunt de 1,3 milliard imposé par le gouvernement fédéral, et les paiements affectés au service de la dette resteront inférieurs à la limite de 5 % prescrite par la Politique de gestion responsable des finances. Cette dernière exige également qu'au moins la moitié des investissements annuels en infrastructures soit financée par les excédents de fonctionnement. Les dépenses de base en infrastructures seront maintenues à un niveau généralement stable. Les importants projets

d'infrastructure, comme la rénovation de l'Hôpital territorial Stanton et la route reliant Inuvik à Tuktoyaktuk, sont achevés ou en cours d'achèvement. D'autres projets, comme la route toutes saisons t̄hch̄q, la route de la vallée du Mackenzie et des projets d'énergie verte, sont inclus dans le budget de dépenses en immobilisations 2019-2020. Il faudra d'autres emprunts à long terme, surtout pour la Société d'hydro des TNO. La dette totale devrait atteindre un sommet en 2021-2022.

Plus des deux tiers des recettes du GTNO proviennent de la subvention au titre de la formule de financement des territoires, sur laquelle il n'a aucune prise. À moyen terme, la dotation du GTNO au titre de la formule de financement des territoires devrait augmenter d'environ 2,9 % par année. Cette estimation repose sur certaines hypothèses concernant les dépenses des administrations provinciales et locales ainsi que le taux de croissance démographique relatif des TNO par rapport à l'ensemble des provinces, qui sont les principales variables déterminant cette augmentation. Les mesures de compression des dépenses adoptées par les provinces et la faiblesse persistante de la croissance démographique des TNO ont contribué à ralentir l'augmentation de la subvention au titre de la formule de financement des territoires, et donc des recettes totales.

Le GTNO a mis en place plusieurs stratégies pour favoriser la robustesse et le dynamisme de l'économie. De plus, il a la capacité budgétaire requise pour réaliser des investissements stratégiques en infrastructures, en accord avec sa Politique de gestion responsable des finances et dans les limites du plafond d'emprunt imposé par le gouvernement fédéral. Avec le temps, ces mesures devraient contribuer à diversifier l'économie et à élargir les bases de l'économie et de l'emploi pour rendre celles-ci moins dépendantes du gouvernement et du secteur minier.

Risques pour les perspectives

Le GTNO s'expose à un certain nombre de risques budgétaires, dont les suivants :

- *La dépendance de l'économie ténosé au secteur des ressources.* L'activité dans ce secteur peut fluctuer fortement, est très variable, et les TNO affichent donc la croissance économique la plus volatile au Canada. En effet, l'activité du secteur des ressources a une incidence sur la croissance économique à long terme et induit une forte volatilité dans les recettes autonomes du GTNO.
- *La volatilité des recettes.* Traditionnellement, l'impôt sur les sociétés a constitué la source de recettes autonomes la plus volatile du GTNO, mais la subvention au titre de la formule de financement des territoires fluctue au gré des variations des revenus d'impôt. Les recettes provenant de l'exploitation des ressources sont volatiles, mais leur variabilité ne sera pas contrebalancée par la formule de financement des territoires, qui n'en tient pas compte dans son calcul. Comme ces recettes sont corrélées aux fluctuations des prix des produits de base et des taux de change ainsi qu'aux décisions opérationnelles des exploitants, elles sont difficiles à prévoir. Pour le budget de fonctionnement, le risque de perturbations importantes des recettes tirées de l'exploitation des ressources est en grande partie neutralisé par l'engagement du GTNO à ne pas utiliser ces recettes pour financer ses activités courantes, et à les consacrer plutôt au Fonds du patrimoine, au remboursement de la dette et aux infrastructures.
- *Taux d'intérêt accrus.* À l'heure actuelle, le risque posé par la dette est considéré comme faible, puisque le service de la dette devrait absorber moins de 2 % des recettes totales au cours de la période de prévision. Maintenir un niveau d'endettement relativement bas offre une

protection contre le risque de hausse des taux d'intérêt. Si les taux augmentent, les intérêts courus sur l'encours de la dette et les paiements pour le service de la dette augmenteront, laissant moins de fonds disponibles pour les programmes, les services et les investissements en infrastructures.

- *Croissance lente des recettes.* La subvention au titre de la formule de financement des territoires représente presque 70 % des recettes totales, ce qui assure une stabilité budgétaire considérable d'une année à l'autre. Toutefois, l'augmentation de la subvention dépend largement de la croissance relative de la population ténosie par rapport au reste du Canada et des dépenses des gouvernements provinciaux et locaux. Une croissance démographique nulle ou négative et l'adoption de nouvelles mesures d'austérité budgétaire par les gouvernements provinciaux et locaux limiteraient l'augmentation de la subvention au titre de la formule de financement des territoires.
- *Pressions continues sur les dépenses de fonctionnement.* Le GTNO est continuellement pressé d'améliorer ses programmes actuels et de mettre en œuvre des initiatives, tout en maintenant l'enveloppe des programmes et services existants. Même si le GTNO est parvenu à réduire de manière constante le taux de croissance des dépenses liées aux programmes, il devra poursuivre ses efforts pour que l'augmentation des dépenses ne dépasse pas celle des recettes, faute de quoi sa situation budgétaire pourrait se détériorer.
- *Dépenses imprévues et dépassements de coûts des projets d'immobilisations.* Les pics de dépenses de fonctionnement correspondent habituellement à des événements imprévus, comme des besoins exceptionnels liés à la lutte contre les incendies ou d'autres catastrophes naturelles. Lorsque le GTNO entreprend des projets d'immobilisations de grande envergure, il court un risque accru de voir son cadre financier perturbé par un dépassement de coûts.

Examen fiscal

Budget des dépenses révisé de 2018-2019

Les excédents de fonctionnement de 2018-2019 devraient s'établir à 40 millions de dollars, soit 17 millions de dollars de plus qu'on ne le prévoyait à l'établissement du budget principal des dépenses 2018-2019, ce qui s'explique par des recettes supplémentaires de 40 millions de dollars, contrebalancées par une augmentation de 18 millions de dollars des dépenses et d'autres rajustements à hauteur de 5 millions de dollars. Les prévisions révisées établissent désormais le montant des recettes pour 2018-2019 à 1,789 milliard de dollars. On s'attend à ce que les transferts augmentent de 55 millions de dollars par rapport au budget principal des dépenses 2018-2019, principalement en raison de nouveaux transferts fédéraux destinés particulièrement aux infrastructures, à l'éducation et à la lutte contre les changements climatiques. Les prévisions concernant les sources de revenus autonomes ont été revues à la baisse : 15 millions de moins en raison principalement d'une diminution de 37 millions de dollars des recettes (montant estimé) de l'impôt sur le revenu des sociétés, contrebalancée en partie par une hausse attendue de 7 millions de dollars de l'impôt sur le revenu des particuliers et une augmentation de 13 millions de dollars des revenus tirés des ressources.

Les dépenses de fonctionnement devraient s'élever à 1,731 milliard de dollars en 2018-2019, soit 1,1 % de plus que prévu dans le budget principal des dépenses 2018-2019. Les dépenses continuent d'être gérées de façon prudente, et les dépenses de fonctionnement révisées pour 2018-2019 ne sont supérieures que de 1,9 % aux dépenses réelles pour 2017-2018.

La dette totale prévue au 31 mars 2019 s'élève à 1 milliard de dollars, ce qui laisse la possibilité d'emprunter encore 300 millions de dollars avant d'atteindre le plafond d'emprunt de 1,3 milliard de dollars imposé par le gouvernement fédéral.

Budget 2019-2020

Le budget 2019-2020 prévoit des recettes de 1,933 milliard de dollars et des dépenses de fonctionnement après rajustements de 1,873 milliard de dollars, ce qui donnera lieu à un excédent de fonctionnement de 60 millions de dollars.

Le budget principal des dépenses 2019-2020 prévoit que les recettes totales augmenteront de 144 millions de dollars par rapport aux estimations révisées de 2018-2019. La subvention au titre de la formule de financement des territoires augmentera de 53 millions de dollars en 2019-2020. Les autres transferts devraient augmenter de 31 millions de dollars, passant de 203 millions de dollars à 234 millions de dollars. Cette hausse est attribuable aux transferts fédéraux supplémentaires de 29 millions de dollars destinés particulièrement aux infrastructures.

On prévoit que les recettes autonomes du GTNO constitueront 20 % des recettes totales en 2019-2020. Les recettes fiscales devraient augmenter de 41 millions de dollars, principalement à cause de la hausse de 29 millions de dollars de l'impôt sur le revenu des sociétés et des recettes de 16 millions de dollars de la première année de l'imposition de la taxe sur les émissions de carbone. Cette hausse est partiellement annulée par la diminution prévue de 6 millions de dollars de l'impôt sur le revenu des particuliers. On s'attend à ce que les revenus tirés des ressources bondissent de 17 millions de dollars en 2019-2020, pour s'établir à 47 millions de dollars.

On prévoit que les dépenses de fonctionnement de 2019-2020 augmenteront au total de 89 millions de dollars (5,2 %) par rapport au budget principal des dépenses 2018-2019, augmentation attribuable principalement aux dépenses des ministères suivants : Santé et Services sociaux (hausse de 34 millions de dollars, soit 7,4 %), Infrastructure (25 millions de dollars, soit 10,5 %), et Éducation, Culture et Formation (10 millions de dollars, soit 3 %).

Le budget 2019-2020 prévoit une augmentation de 325 millions de dollars de la dette à court terme du GTNO au 31 mars 2020. La dette totale, incluant celle de la Société d'hydro des TNO et d'autres organismes publics, devrait atteindre 1,113 milliard de dollars au 31 mars 2020, laissant une capacité d'emprunt disponible de 187 millions de dollars.

BUDGET 2019-2020

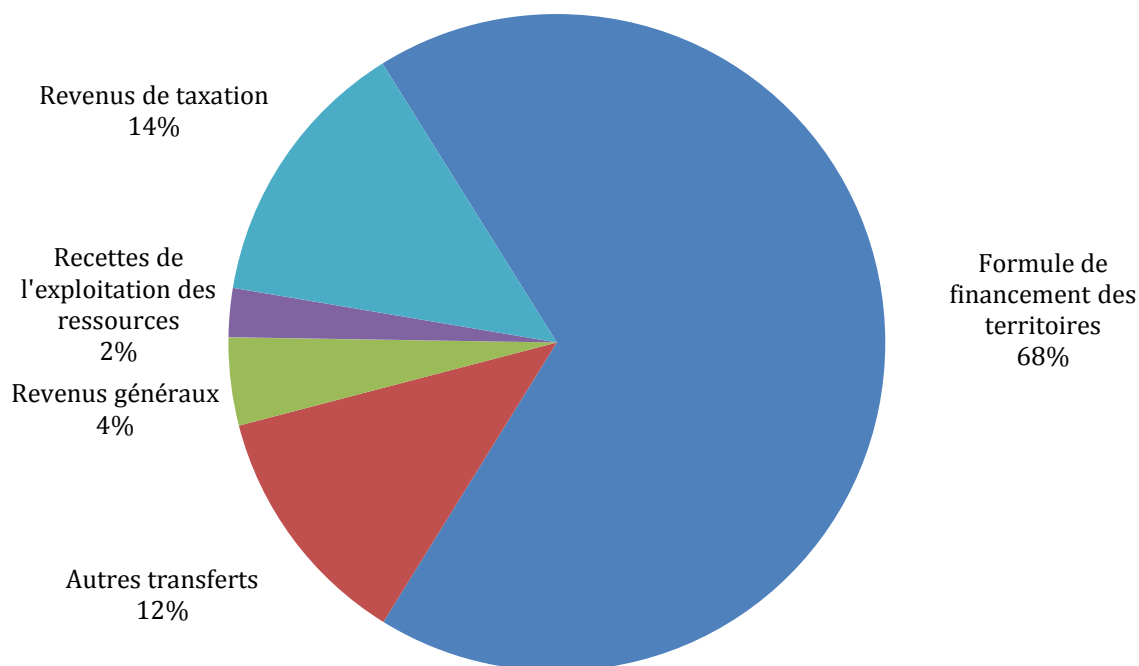
Initiatives liées aux recettes

Le budget 2019-2020 ne prévoit aucune augmentation des taxes existantes, outre l'indexation annuelle du taux par mille d'impôt foncier sur l'inflation à partir du 1^{er} avril 2019. Ces augmentations découlent de la politique du GTNO qui consiste à indexer, dans la mesure du possible, les taux de la taxe sur le tabac et de l'impôt foncier, la majoration sur les spiritueux et les droits.

Le 11 juillet 2018, le GTNO a dévoilé ses plans pour la tarification du carbone pour honorer son engagement relatif au *Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques*. Dans le cadre du plan proposé, le GTNO imposera à compter du 1^{er} juillet 2019 une taxe sur le carbone de 20 \$ par tonne d'émissions de gaz à effet de serre pour le carburant. Le taux de la taxe augmentera de 10 \$ par tonne chaque année pour atteindre 50 \$ par tonne en 2022. Les recettes tirées de la taxe sur le carbone seront recyclées sous forme de remises, de compensations et d'initiatives de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Le gouvernement s'est engagé à mettre en place une taxe sur les boissons sucrées dans le but de décourager leur consommation; on s'attend à ce que la réduction de la consommation de sucre contribue à la prévention de certains problèmes de santé dans la population, notamment l'obésité et le diabète, en plus d'améliorer la santé bucco-dentaire des Ténos. Un projet de taxe sur les boissons sucrées est en cours d'élaboration et il doit faire l'objet d'une consultation du public au début de 2019. Un rapport faisant état des constats sera publié plus tard au cours de l'année.

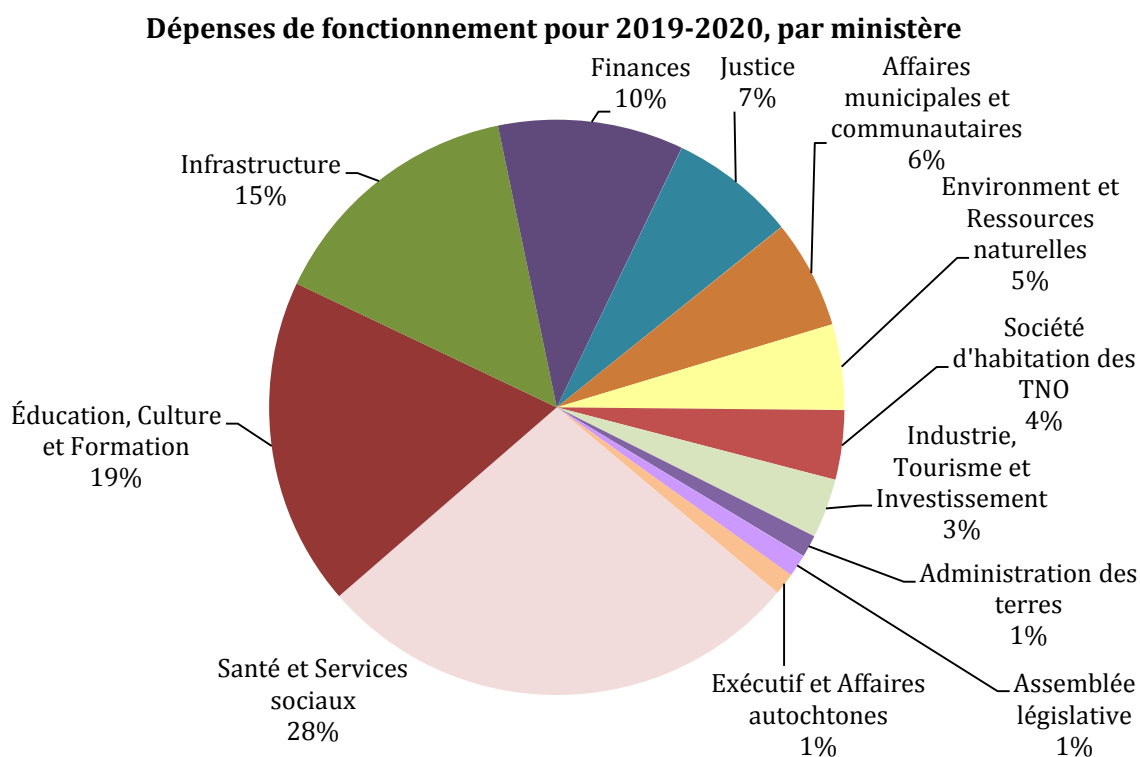
Recettes projetées pour 2019-2020, par source



Dépenses de fonctionnement

Le budget 2019-2020 propose des dépenses de fonctionnement de 1,802 milliard de dollars, dont 1,1 milliard (60 %) est affecté aux programmes sociaux comme l'éducation, les soins de santé, les services sociaux, le logement, les services de police et les services correctionnels.

Le budget prévoit que les dépenses de fonctionnement augmenteront de 89 millions de dollars par rapport au budget principal des dépenses 2018-2019, soit une augmentation de 5,2 %. Selon le budget 2019-2020, 70 millions de dollars serviront à financer de nouvelles initiatives, et 17 millions de dollars serviront à couvrir l'augmentation des coûts des programmes existants. Le coût des nouvelles initiatives a été en partie contrebalancé à hauteur de 50 millions de dollars, provenant de programmes arrivant à échéance, d'économies, de nouveaux transferts fédéraux et du recyclage des recettes de la taxe sur le carbone.



Points saillants du budget

Les nouvelles dépenses proposées dans le budget sont axées sur quatre grandes priorités : mieux-être communautaire et sécurité; croissance économique, formation de la main-d'œuvre et administration des terres; environnement et changements climatiques; gouvernance.

Mieux-être communautaire et sécurité

Le budget 2019-2020 propose 31,1 millions de dollars en nouveau financement visant à produire des bienfaits sur la santé des Ténos, dont :

- 15,179 millions de dollars à l'hôpital territorial Stanton, pour le paiement annuel des services et la mise en service de l'hôpital;
- 3,279 millions de dollars pour accroître la capacité de Services à l'enfance et à la famille, ce qui comprend l'embauche de travailleurs sociaux dans l'ensemble des TNO et l'ajout de postes de soutien à l'Administration de santé et au ministère pour assurer l'uniformité et une surveillance adéquate;
- 1,904 million de dollars pour l'ajout de conseillers à l'enfance et à la jeunesse dans les écoles et les collectivités dans les régions de Beaufort-Delta et du Sahtu ainsi que 160 000 \$ pour améliorer la prestation des services de soutien en santé mentale dans les plus petites communautés de ces régions;
- 1,734 million de dollars pour la création d'un programme combinant un refuge de jour et un centre de désintoxication;
- 1,608 million de dollars en services de santé pour les contrats types des médecins pour 2016 à 2021;
- 1,348 million de dollars pour la mise en place d'une ligne téléphonique d'urgence 911 pour l'ensemble des TNO;
- 998 000 \$ pour augmenter le taux des allocations d'aide au revenu pour les personnes âgées ou en invalidité;
- 782 000 \$ pour la mise en service du Centre régional de santé et des services sociaux Sahtú Got'iné et du centre de soins de longue durée Sahtú Déné Nechá Kô à Norman Wells;
- 500 000 \$ en contributions supplémentaires à divers refuges pour victimes de violence familiale des TNO;
- 432 000 \$ pour le développement continu du programme Apprentissage à distance du Nord;
- 401 000 \$ pour l'amélioration des services de réadaptation aux enfants, ce qui comprend l'ajout de trois postes : orthophoniste, ergothérapeute et audiologiste;
- 400 000 \$ pour des services mobiles de traitement de la dépendance et de suivi;
- 397 000 \$ pour financer l'embauche d'employés de soutien supplémentaires dans cinq refuges d'urgence;
- 379 000 \$ pour la mise sur pied d'une équipe territoriale de soutien spécialisé composée d'un psychopédagogue, d'un spécialiste du comportement et d'un ergothérapeute, avec le financement requis pour la création de ressources pour les élèves et les enseignants;

- 373 000 \$ pour l'amélioration du programme territorial de sages-femmes, ce qui comprend l'ajout d'un spécialiste clinique et de deux sages-femmes;
- 352 000 \$ pour améliorer la prestation des services dans le cadre du programme de chimiothérapie de l'hôpital territorial Stanton, notamment par l'ajout d'une infirmière et d'un commis;
- 350 000 \$ en financement supplémentaire pour stabiliser les activités des organisations non gouvernementales;
- 315 000 \$ pour élargir le champ des Études nordiques en bonifiant le programme Études nordiques 10 et en créant les programmes Études nordiques 20 (11^e année) et 30 (12^e année);
- 120 000 \$ pour la création d'un poste de coordonnateur de programme à l'hôpital Stanton pour améliorer le soutien offert aux enfants ayant un autisme soupçonné ou diagnostiqué;
- 100 000 \$ par année pendant trois ans sous forme de contribution dans le cadre d'un partenariat avec Habitat pour l'humanité pour la construction d'au plus deux logements abordables par année (pour un maximum de six logements sur trois ans) aux Territoires du Nord-Ouest, la priorité étant donnée aux logements à l'extérieur de Yellowknife.

Croissance économique, formation de la main-d'œuvre et administration des terres

Le budget 2019-2020 propose 9,8 millions de dollars en nouveau financement pour favoriser le développement économique, la formation de la main-d'œuvre et l'administration des terres, dont :

- 2,992 millions de dollars consacrés à l'accord de coopération Canada-Territoires du Nord-Ouest en matière de formation de la main-d'œuvre, qui est axé sur la formation des travailleurs, le soutien au perfectionnement et l'établissement de partenariats pour l'emploi;
- 1,2 million de dollars pour l'initiative d'exploration et d'exploitation minière dans la province géologique des Esclaves, la Commission géologique des TNO partageant les coûts des activités de géoscience;
- 1,013 million de dollars pour fournir les ressources nécessaires au plan *Investir dans le Canada*, en soutien à six nouveaux postes au sein du GTNO;
- 800 000 \$ en financement supplémentaire pour appuyer des campagnes annuelles à grande échelle faisant la promotion du tourisme;
- 674 000 \$ pour faire respecter le droit foncier et élaborer une stratégie pour résoudre les questions touchant à l'occupation non autorisée et l'occupation fondée sur des droits;
- 753 000 \$ pour établir un office d'aménagement territorial du Wek'èezhì et un bureau du Behchokò;

- 563 000 \$ pour raccourcir à trois ans le délai de résolution des questions de bail de location-acquisition, notamment par l'embauche de deux spécialistes des terres;
- 375 000 \$ pour la mise en œuvre de la *Stratégie sur les ressources pétrolières des TNO*;
- 329 000 \$ pour la création d'un poste d'expert-conseil en géotechnique pour soutenir la gestion des terres publiques et d'un poste d'analyste géomatique pour l'administration des terres territoriales;
- 250 000 \$ pour la création d'un poste de directeur des projets majeurs au ministère de l'Infrastructure, pour diriger la réalisation d'immobilisations de grande envergure financées par le fédéral;
- 225 000 \$ pour la création et la mise en application d'une stratégie axée sur l'économie du savoir, ce qui comprend la création d'un poste temporaire de conseiller principal en économie du savoir (mandat de trois ans);
- 200 000 \$ pour accroître le financement du Conseil des arts des TNO;
- 181 000 \$ pour la création d'un poste d'agent du cinéma, la promotion du Programme de remises pour le cinéma des TNO et l'accroissement des capacités du Bureau du cinéma des TNO;
- 150 000 \$ pour déterminer la faisabilité de la construction du centre pour la durabilité nordique et la résilience des communautés (Centre for Northern Sustainability and Community Resilience), qui se veut un pôle d'excellence nordique en économie du savoir;
- 104 000 \$ pour faire passer le taux de remboursement des frais de scolarité du programme d'aide financière aux étudiants de 500 \$ à 800 \$, et la limite viagère, de 5 000 \$ à 8 800 \$.

Environnement et changements climatiques

Le budget 2019-2020 propose 20,8 millions de dollars en financement additionnel pour des mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre, dont :

- 12,5 millions de dollars en remises et avantages liés à la taxe sur le carbone des TNO : remboursement de la taxe sur le combustible de chauffage pour tous sauf les grands émetteurs; transferts aux particuliers pour compenser les effets de la tarification du carbone; remises de la SÉTNO sur les taxes payées sur le combustible utilisé pour produire de l'électricité (petits émetteurs); remises annuelles aux grands émetteurs de 75 % de la taxe sur le carbone payée sur le carburant non moteur, les 25 % restants étant versés dans des fiducies industrielles pour investir dans la réduction des émissions et couvrir les frais d'administration;
- 7,746 millions de dollars au titre du Fonds du leadership pour une économie à faibles émissions de carbone pour les programmes et services additionnels de l'Alliance énergétique de l'Arctique, les subventions pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre versées aux organisations gouvernementales, commerciales et industrielles, la

séquestration du carbone par l'aménagement forestier, et le financement de la Société d'habitation des TNO;

- 555 000 \$ pour l'application du *Cadre stratégique sur le changement climatique 2030 des Territoires du Nord-Ouest*, notamment des fonds supplémentaires pour la gestion des données, la production de rapports et la promotion.

Gouvernance

Le budget 2019-2020 propose 9,2 millions de dollars en nouveau financement et en bonifications à l'appui de la priorité de la 18^e Assemblée législative, à savoir accroître l'efficacité de la gouvernance, dont :

- 3,078 millions de dollars pour la rémunération de la fonction publique après un gel de deux ans, dont 1,772 million de dollars pour les augmentations négociées dans le cadre de la convention collective des professeurs de 2016 à 2020 et 1,306 million de dollars pour une augmentation de 1 % des salaires des employés non syndiqués du GTNO mise en œuvre en 2018-2019;
- 1,899 million de dollars à plusieurs ministères pour qu'ils assument leurs responsabilités à l'égard de l'initiative fédérale de légalisation du cannabis à des fins récréatives;
- 750 000 \$ en financement additionnel des activités de fonctionnement et d'entretien des administrations communautaires;
- 650 000 \$ en subventions supplémentaires aux administrations communautaires pour les services d'aqueduc et d'égout;
- 407 000 \$ en appui aux services de délivrance de permis aux entreprises et au modèle de soutien, ce qui comprend trois nouveaux postes et les dépenses de fonctionnement connexes;
- 400 000 \$ pour établir un nouveau programme de contributions destiné à compenser les coûts des ententes de détachement assumés par les gouvernements autochtones;
- 400 000 \$ pour la création d'une équipe de services partagés des systèmes d'information;
- 389 000 \$ en rajustement du financement octroyé au titre de l'accord de financement du Délîne, conformément à la formule de financement de l'accord;
- 300 000 \$ pour deux nouveaux agents des services gouvernementaux, l'un à Jean Marie River et l'autre à Sambaa K'e;
- 269 000 \$ pour la création d'une équipe de services partagés de l'accès à l'information et de la protection de la vie privée;
- 250 000 \$ pour les services de voyage et marchés de services dans le cadre de la mise en œuvre de l'autonomie gouvernementale;

- 234 000 \$ pour financer les coûts supplémentaires de rétrofacturation du Centre de services technologiques liés à l'établissement de l'équipe de services partagés de l'accès à l'information et de la protection de la vie privée;
- 124 000 \$ pour l'embauche d'un gestionnaire du programme de soutien de la Commission d'aide juridique pour mieux organiser la division compte tenu de la demande grandissante pour les services et de la croissance de l'effectif;
- 38 000 \$ au conseil du statut de la femme (Women's Advisory Council) pour réaliser les objectifs de l'initiative Les femmes en politique par la création d'un plan de communication et le lancement d'une campagne de sensibilisation.

Infrastructures

Le budget des immobilisations 2019-2020 approuvé en octobre 2018 est de 88 millions de dollars supérieur à celui de 2018-2019. Les dépenses totales prévues au budget s'élèvent à 325 millions de dollars, dont 199 millions de dollars pour les dépenses en immobilisations du GTNO, 29 millions de dollars pour les investissements en infrastructures communautaires, 45 millions de dollars pour les contributions aux infrastructures d'énergie et autres, et 50 millions pour les partenariats public-privé (principalement la route toutes saisons Ṯẖcẖq̱). Si on compte les 18 millions de dollars en investissements dans le logement de la Société d'habitation des TNO, le total des investissements prévus dans les infrastructures en 2019-2020 s'élève à 343 millions de dollars.

Faits saillants du budget de dépenses en immobilisations 2019-2020 :

- 118 millions de dollars pour les routes, routes d'hiver, ponts et ponceaux des TNO, dont 47 millions de dollars pour le projet de la route toutes saisons Ṯẖcẖq̱, 22 millions de dollars au titre du Fonds national des corridors commerciaux et 34 millions de dollars pour les projets du Plan Chantiers Canada;
- 42 millions de dollars à des projets énergétiques dans le cadre du plan Investir dans le Canada, dont 18 millions de dollars pour le projet éolien Inuvik;
- 62 millions de dollars pour des remplacements, des rénovations et l'acquisition de matériel dans les établissements de santé, dont 25 millions de dollars pour des établissements de soins de longue durée à Hay River et à Inuvik;
- 29 millions de dollars pour continuer à financer les besoins en infrastructures des administrations communautaires;
- 17 millions de dollars pour de nouveaux établissements d'enseignement et la rénovation d'établissements existants, dont 12 millions de dollars pour les travaux de rénovation majeure de l'école Mangilaluk à Tuktoyaktuk et 3 millions de dollars pour le remplacement de l'école J.H. Sissons à Yellowknife;
- 9 millions de dollars pour l'entretien différé et l'amélioration énergétique d'actifs existants du GTNO;

- 8 millions de dollars pour l'ajout, l'amélioration ou la mise à niveau de technologies de l'information.

À la fin de la 18^e Assemblée législative, le GTNO aura investi 1,1 milliard de dollars pour répondre aux besoins en infrastructures des TNO. Cet investissement englobe l'entretien des biens actuels, l'amélioration du parc de logements, le soutien de la croissance économique et le respect des obligations législatives en ce qui trait à la prestation des services et des programmes gouvernementaux. Grâce aux investissements dans les infrastructures stratégiques, les Territoires du Nord-Ouest se placent en meilleure position pour tirer parti des débouchés économiques et soutenir les solutions aux problèmes causés par les changements climatiques. En faisant preuve de rigueur dans son budget de fonctionnement, le GTNO a pu établir un partenariat avec le gouvernement fédéral dans le cadre d'initiatives en infrastructures – comme le plan Investir dans le Canada, le Plan Chantiers Canada, le Fonds du leadership pour une économie à faibles émissions de carbone –, ce qui a rendu possible cet investissement massif.

Sommaire des résultats

(en milliers de dollars)

	Budget principal des dépenses pour 2019-2020	Budget des dépenses révisé pour 2018-2019	Budget principal des dépenses pour 2018- 2019	Chiffres réels pour 2016- 2017
RECETTES	1,933,297	1,789,417	1,749,337	1,853,794
DÉPENSES D'EXPLOITATION				
Rémunération et avantages sociaux	372,208	363,180	360,039	361,733
Subventions, contributions et transferts	846,293	826,885	815,408	794,855
Amortissement	123,014	100,790	100,790	95,052
Facturation interne	21,909	21,610	21,523	23,819
Matériel et logiciels informatiques	5,729	5,729	5,700	6,710
Services contractuels	219,691	205,900	203,999	186,724
Actifs contrôlables	3,226	3,170	3,126	5,189
Frais et paiements	106,076	101,055	100,646	112,260
Perte liée aux taux de change de devises étrangères	-	-	-	-
Intérêts	11,246	11,434	11,434	17,374
Perte sur la vente de biens	-	-	-	1,582
Matériel et fournitures	19,684	19,427	19,214	23,961
Services achetés	14,151	14,172	14,021	14,378
Déplacements	19,863	19,779	19,277	16,343
Services publics	36,294	35,502	35,437	36,373
Provisions pour moins-value	2,419	2,419	2,419	2,595
TOTAL DES DÉPENSES D'EXPLOITATION À ÊTRE MIS AUX VOIX	1,801,803	1,731,052	1,713,033	1,698,948
EXCÉDENT D'EXPLOITATION (DÉFICIT) AVANT LES AJUSTEMENTS	131,494	58,365	36,304	154,846
Contributions à l'infrastructure	(74,275)	(29,339)	(27,748)	(5,000)
Travaux d'entretien reportés	(2,000)	(2,838)	(2,000)	-
Profit net du Fonds de stabilisation des produits pétroliers (perte)	(200)	(1,000)	(150)	(510)
Réserve supplémentaire	(20,000)	(15,000)	(20,000)	-
Écarts estimés des crédits	25,000	30,000	37,000	-
TRAVAUX EFFECTUÉS AU NOM DE TIERS				
Recouvrements	99,256	129,219	109,806	105,497
Dépenses	(99,256)	(129,219)	(109,806)	(105,497)
EXCÉDENT D'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE	60,019	40,188	23,406	149,336
EXCÉDENT ACCUMULÉ EN DÉBUT D'EXERCICE	1,876,621	1,836,433	1,761,880	1,687,097
EXCÉDENT ACCUMULÉ EN FIN D'EXERCICE	1,936,640	1,876,621	1,785,286	1,836,433

Sommaire des recettes

(en milliers de dollars)

	Budget principal des dépenses pour 2019-2020	Budget des dépenses révisé pour 2018-2019	Budget principal des dépenses pour 2018-2019	Chiffres réels pour 2017-2018
SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU CANADA	1,309,300	1,256,289	1,256,289	1,232,439
PAIEMENTS DE TRANSFERT	233,595	202,900	148,247	185,654
RECETTES FISCALES				
Impôt sur le revenu	104,369	110,172	103,076	87,530
Impôt des sociétés	23,331	(5,469)	31,299	60,006
Taxe d'accise sur le cannabis	747	373	-	-
Taxe carbone	16,190	-	-	-
Taxe sur le tabac	15,100	15,332	16,087	15,598
Taxe sur le carburant	21,062	20,993	21,684	20,925
Impôt sur le salaire	44,355	43,486	44,866	42,633
Impôt foncier et taxes scolaires	29,750	29,211	29,235	28,744
Taxe sur les primes d'assurance	5,100	4,850	4,850	5,169
	260,004	218,948	251,097	260,605
Recettes tirées des ressources non renouvelables				
Frais liés aux licences, aux loyers, et autres frais	2,532	3,832	2,432	26,184
Redevances minières, pétrolières et gazières	43,822	25,456	13,460	39,862
Frais d'exploitation de carrière	180	180	180	122
	46,534	29,468	16,072	66,168
RECETTES GÉNÉRALES				
Fonds renouvelable - Recettes nettes	32,482	31,153	28,410	30,614
Redevances réglementaires	25,404	24,247	23,154	26,745
Intérêts	280	325	325	335
Recettes de placement	480	480	480	3,730
Baux	3,580	3,815	3,815	4,913
Programmes	16,757	17,290	16,946	19,861
Subventions non financières	140	214	214	443
Services et divers	1,741	1,288	1,288	6,893
Recouvrement de dépenses d'exercices précédents	3,000	3,000	3,000	15,394
	83,864	81,812	77,632	108,928
RECETTES TOTALES	1,933,297	1,789,417	1,749,337	1,853,794

Sommaire des dépenses de fonctionnement

(en milliers de dollars)

	Budget principal des dépenses pour 2019-2020	Budget des dépenses révisé pour 2018-2019	Budget principal des dépenses pour 2018-2019	Chiffres réels pour 2017-2018
Ministère				
Assemblée législative	22,443	20,849	20,790	18,376
Éducation, Culture et Formation	332,121	327,058	322,310	322,912
Environnement et Ressources naturelles	86,693	88,059	88,022	95,463
Exécutif et Affaires autochtones	22,103	21,869	21,388	18,941
Finances	258,202	252,543	250,745	247,230
Santé et Services sociaux	495,934	463,773	461,563	445,642
Industrie, Tourisme et Investissement	59,974	57,283	57,112	58,314
Infrastructure	264,013	245,492	238,906	243,997
Justice	127,617	124,959	124,577	123,683
Administration des terres	22,584	21,348	20,737	18,213
Affaires municipales et communautaires	110,119	107,819	106,883	106,177
	1,801,803	1,731,052	1,713,033	1,698,948
Catégorie de dépense				
Rémunération et avantages sociaux	372,208	363,180	360,039	361,733
Subventions, contributions et transferts	846,293	826,885	815,408	794,855
Amortissement	123,014	100,790	100,790	95,052
Facturation interne	21,909	21,610	21,523	23,819
Matériel et logiciels informatiques	5,729	5,729	5,700	6,710
Services contractuels	219,691	205,900	203,999	186,724
Actifs contrôlables	3,226	3,170	3,126	5,189
Frais et paiements	106,076	101,055	100,646	112,260
Perte liée aux taux de change de devises étrangères	-	-	-	-
Intérêts	11,246	11,434	11,434	17,374
Perte sur la vente d'actifs	-	-	-	1,582
Matériel et fournitures	19,684	19,427	19,214	23,961
Services achetés	14,151	14,172	14,021	14,378
Déplacements	19,863	19,779	19,277	16,343
Services publiques	36,294	35,502	35,437	36,373
Provisions pour moins-value	2,419	2,419	2,419	2,595
	1,801,803	1,731,052	1,713,033	1,698,948

Sommaire des investissements en infrastructures

	(en milliers de dollars)			
	Budget principal des dépenses pour 2019-2020	Budget des dépenses révisé pour 2018-2019	Budget principal des dépenses pour 2018-2019	Chiffres réels pour 2017-2018
Immobilisations corporelles				
Assemblée législative	-	390	390	47
Éducation, Culture et Formation	14,658	19,391	11,208	22,748
Environnement et Ressources naturelles	2,423	7,709	2,974	5,840
Finances	1,630	7,130	7,130	2,135
Santé et Services sociaux	59,624	31,932	13,975	18,497
Industrie, Tourisme et Investissement	11,530	11,141	3,773	2,819
Infrastructure	103,806	133,364	64,102	103,446
Justice	4,341	23,329	4,892	9,418
Administration des terres	932	1,692	1,623	683
Affaires municipales et communautaires	-	115	115	-
	198,944	236,193	110,182	165,633
Contributions à l'infrastructure				
Éducation, Culture et Formation	3,000	1,827	300	559
Finances	-	255	255	-
Infrastructure	42,275	-	-	-
Affaires municipales et communautaires	29,000	27,257	27,193	28,086
	74,275	29,339	27,748	28,645
Travaux d'entretien reportés (autres que immobilisations)				
Éducation, Culture et Formation	-	-	-	75
Santé et Services sociaux	-	-	-	40
Infrastructure	2,000	2,838	2,000	264
	2,000	2,838	2,000	379
Partenariats public-privé				
Santé et Services sociaux	2,954	62,063	30,112	91,964
Infrastructure	46,800	67,000	67,000	-
	49,754	129,063	97,112	91,964
Total du budget des dépenses en immobilisations	324,973	397,433	237,042	286,621

Sommaire de la dette et de la capacité d'emprunt prévue

(en milliers de dollars)

	Budget principal des dépenses pour 2019-2020	Budget des dépenses révisé pour 2018-2019	Budget principal des dépenses pour 2018-2019	Chiffres réels pour 2017-2018
DETTE À COURT TERME				
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest	325,000	318,000	301,000	297,076
Administration des services de santé et des services sociaux de Hay River	1,000	1,000	1,000	-
Société d'hydro des TNO	135,911	25,567	19,671	-
	461,911	344,567	321,671	297,076
DETTE À LONG TERME				
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest				
Pont de Deh Cho - obligations à rendement réel	175,850	177,759	176,607	177,209
Liaison à fibre optique de la vallée du Mackenzie - dette au titre des PPP	75,300	77,700	75,000	79,900
Dette de l'Hôpital territorial Stanton - dette au titre des PPP	135,700	138,500	135,700	86,581
Route toutes saisons de la région des Tłı̨chǫ - dette au titre des PPP	19,560	8,160	50,100	-
Société canadienne d'hypothèque et de logement	366	444	444	521
Organismes publics :				
Société d'hydro des TNO	209,168	213,515	253,088	226,393
Société d'habitation des TNO	5,946	6,553	6,456	8,256
Écoles catholiques de Yellowknife	-	-	-	663
	1,083,801	967,198	1,019,066	876,599
OBLIGATIONS AU TITRE DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION				
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest	-	337	337	949
Société d'hydro des TNO	16,802	17,256	17,255	17,671
Société d'habitation des TNO	-	-	-	-
GARANTIES D'EMPRUNT				
GTNO	-	-	-	-
Autres organismes publics	-	-	-	-
Société d'investissement et de développement des TNO	2,100	2,500	2,500	2,101
Société d'habitation des TNO	10,522	12,510	12,684	15,166
TOTAL DES EMPRUNTS BRUTS EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LES EMPRUNTS	1,113,225	999,801	1,051,842	912,486
MOINS :				
FONDS D'AMORTISSEMENT GREVÉS D'AFFECTATIONS D'ORIGINE EXTERNE				
Société d'hydro des TNO	-	-	-	(6,278)
EMPRUNTS TERRITORIAUX	1,113,225	999,801	1,051,842	906,208
LIMITE D'EMPRUNTS TERRITORIAUX	1,300,000	1,300,000	1,300,000	1,300,000
POUVOIR D'EMPRUNT DISPONIBLE À DES FINS DE PLANIFICATION BUDGÉTAIRE	186,775	300,199	248,158	393,792

Taux d'imposition provinciaux et territoriaux au 1 janvier 2019

	Taux marginal maximum combiné d'impôt sur le revenu ^(a) (%)	Taxe de vente au détail (%)	Taxe sur les carburants ^(b)		Taxe sur le tabac ^(c) (\$ par carton)	Impôt sur le salaire ^(d) (%)	Impôt des sociétés		Impôt sur le capital des institutions financières (%)
			Essence (¢ par litre)	Diesel (¢ par litre)			Petites (%)	Grandes (%)	
Territoires du Nord-Ouest	47.05	-	10.7	9.1	60.80	2.00	4.0	11.5	-
Nunavut	44.50	-	6.4	9.1	60.00	2.00	4.0	12.0	-
Yukon	48.00	-	6.2	7.2	60.00	-	2.0	12.0	-
Colombie-Britannique	49.80	7.0	22.28	23.95	55.00	-	2.0	12.0	-
Alberta	48.00	-	19.73	21.03	50.00	-	2.0	12.0	-
Saskatchewan	47.50	6.0	15.0	15.0	54.00	-	2.0	12.0	4.0
Manitoba	50.40	8.0	14.0	14.0	59.00	2.15	-	12.0	6.0
Ontario	53.53	8.0	14.7	14.3	36.95	1.95	3.5	11.5	1.25
Québec	53.31	9.975	19.2	20.2	29.80	4.26	6.0	11.6	1.25
Nouveau-Brunswick	53.30	10.0	15.5	21.5	51.04	-	2.5	14.0	5.0
Nouvelle-Écosse	54.00	10.0	15.5	15.4	55.04	-	3.0	16.0	4.0
Île-du-Prince-Édouard	51.37	10.0	9.68	15.83	50.00	-	3.5	16.0	5.0
Terre-Neuve-et-Labrador	51.30	10.0	16.5	16.5	49.00	2.00	3.0	15.0	6.0
Moyenne pondérée ^(e)	51.97	7.3	17.3	17.9	41.68	1.83	3.5	11.9	1.42

Notes :

(a) Plus hauts taux combinés de l'impôt sur le revenu et de la surtaxe sur les particuliers (fédéral-provincial-territorial), en vigueur pour l'année d'imposition 2019.

(b) Le taux de la taxe sur l'essence vendue le long des routes aux TNO est de 6,4 cents le litre. Les taux de la taxe sur le carburant de la Colombie-Britannique comprennent la taxe sur le carbone, qui sont uniformes dans toute la province, mais la taxe sur le carburant de la C.-B. comprend les surtaxes à Victoria et dans le Lower Mainland. Les taux de la taxe sur le carburant du Québec varie aussi par région. Celle de l'Alberta comprend la taxe sur le carbone.

(c) Le Manitoba et la Saskatchewan appliquent la taxe de vente sur les produits du tabac. La taxe de vente harmonisée s'appliquent aux ventes de produits du tabac en Ontario, au Nouveau-Brunswick, à l'Île-du-Prince-Édouard, à Terre-Neuve-et-Labrador et en Nouvelle-Écosse. La taxe de vente provinciale de la Colombie-Britannique ne s'applique pas aux produits du tabac. Au Québec, la taxe de vente du Québec ne s'applique pas aux produits du tabac.

(d) Les TNO et le Nunavut prélèvent un impôt sur le salaire des employés. Les autres provinces qui prélèvent de l'impôt sur le salaire accordent des exemptions aux petites entreprises, où les taux varient en fonction de l'importance de la masse salariale.

(e) L'Ontario et le Québec prélèvent un impôt sur le capital des institutions d'assurance-vie. La Saskatchewan et le Manitoba prélèvent aussi un impôt sur le capital des sociétés de la Couronne provinciales.

(f) Les contribuables de Terre-Neuve-et-Labrador paient un impôt temporaire pour la réduction du déficit allant jusqu'à 1800\$.

(g) La moyenne est pondérée selon les populations provinciales ou territoriales au 1er juillet 2018.